

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 01668

Numéro SIREN : 312 212 301

Nom ou dénomination : RENAULT RETAIL GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2021 sous le numéro de dépôt 49577



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 58 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 58 70 99
Site Internet : www.kpmg.fr

Renault Retail Group S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
Renault Retail Group S.A.
2 avenue Denis Papin - 92140 Clamart
Ce rapport contient 31 pages
Référence : RL-212-01



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 58 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 58 70 99
Site Internet : www.kpmg.fr

Renault Retail Group S.A.

2 avenue Denis Papin - 92140 Clamart

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société Renault Retail Group S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Renault Retail Groupe S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Renault Retail Group S.A.
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2020
2 avril 2021

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 2 avril 2021

KPMG S.A.

Renaud Laggiard
Associé

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 135 178	5 135 178		58 333
Fonds commercial	28 337 425	5 231 269	23 106 156	23 525 391
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 922 580	207 111	1 715 470	2 074 163
Constructions	42 945 621	31 529 262	11 416 359	13 580 761
Installations techniques, matériel, outillage	43 130 584	32 005 110	11 125 474	12 727 188
Autres immobilisations corporelles	83 415 551	47 175 383	36 240 168	42 725 903
Immobilisations en cours	945 504		945 504	945 504
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	170 608 062	21 762 000	148 846 062	151 159 587
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	20 438 761		20 438 761	18 880 254
Autres immobilisations financières	22 001 961		22 001 961	9 479 379
ACTIF IMMOBILISE	418 881 227	143 045 313	275 835 915	275 156 463
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	1 671 682		1 671 682	1 961 415
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 057 042 376	11 321 542	1 045 720 834	1 168 133 379
Avances et acomptes versés sur commandes	26 915		26 915	45 666
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	206 341 875	4 020 368	202 321 507	58 922 038
Autres créances	250 987 739	1 100 578	249 887 160	287 050 480
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions pr)				
Disponibilités	41 818 603		41 818 603	28 021 969
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	14 043 191		14 043 191	12 814 935
ACTIF CIRCULANT	1 571 932 381	16 442 489	1 555 489 893	1 556 949 880
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 990 813 609	159 487 801	1 831 325 808	1 832 106 343

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel dont versé : 99 832 670	99 832 670	99 832 670
Primes d'émission, de fusion, d'apport	110 912	110 912
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	4 835	4 835
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont achat œuvres originales)	15 371	15 371
Autres réserves	21 647	21 647
Report à nouveau	(356 606 793)	(278 907 756)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(115 072 012)	(77 699 037)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	(371 693 370)	(256 621 358)
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 693 694	7 409 688
Provisions pour charges	102 708 250	84 762 187
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	108 401 944	92 171 875
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. part)	851 559 878	1 064 324 647
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 583 869	16 739 966
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 999 966	148 797 283
Dettes fiscales et sociales	158 695 594	168 098 053
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 010 762	1 122 116
Autres dettes	908 706 412	597 366 696
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	60 754	107 066
DETTES	2 094 617 234	1 996 555 826
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 831 325 808	1 832 106 343

Résultat de l'exercice en centimes -115 072 012.08

Total du bilan en centimes 1 831 325 807.54

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	4 498 532 412	5 204 197	4 503 736 609	4 953 851 511
Production vendue de biens				
Production vendue de services	368 852 297	6 424 384	375 276 681	393 305 135
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 867 384 709	11 628 580	4 879 013 289	5 347 156 646
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			78 712	20 045 080
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			36 716 381	48 324 626
Autres produits			2 592 869	3 538 300
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 918 401 251	5 419 064 652
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 012 631 747	4 523 098 941
Variation de stock (marchandises)			122 201 466	21 123 867
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			379 920 988	450 990 164
Impôts, taxes et versements assimilés			46 617 042	52 896 054
Salaires et traitements			255 706 475	289 377 061
Charges sociales			108 369 379	118 333 469
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 876 645	10 850 240
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			11 107 835	9 541 013
Pour risques et charges : dotations aux provisions			25 637 069	27 106 328
Autres charges			8 330 025	7 083 411
CHARGES D'EXPLOITATION			4 980 398 670	5 510 400 548
RESULTAT D'EXPLOITATION			(61 997 420)	(91 335 896)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			12 414 855	35 188 134
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			53 034	61 680
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			9 204	4 719
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			12 477 094	35 254 532
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 300 000	
Intérêts et charges assimilées			25 459 802	24 864 989
Différences négatives de change			3 125	25 211
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			27 762 928	24 890 200
RESULTAT FINANCIER			(15 285 834)	10 364 332
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(77 283 253)	(80 971 564)

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 475 156	7 988 643
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 792 954	1 665 268
Reprises sur provisions et transferts de charges	843 086	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	19 111 196	9 653 912
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 734 257	4 729 388
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 256 228	115 397
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	17 900 000	1 500 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	56 890 485	6 344 786
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(37 779 289)	3 309 126
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	9 470	36 600
TOTAL DES PRODUITS	4 949 199 845	5 463 973 097
TOTAL DES CHARGES	5 064 271 857	5 541 672 134
BENEFICE OU PERTE	(115 072 012)	(77 699 037)

RENAULT RETAIL GROUP
Société Anonyme au capital de 99 832 670 €
Siège social : 2 Avenue Denis Papin
92140 CLAMART
RCS 312 212 301

—

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

TABLE DES MATIERES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7
STOCKS	7
DEPRECIATION DES STOCKS	7
DEPRECIATION DES STOCKS VEHICULES D'OCCASION (VO).....	7
DEPRECIATION DES STOCKS DE PIECE DE RECHANGE (PR).....	8
DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	8
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8
Provision pour ventes avec engagements de reprise :	9
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme	9
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11
STOCKS ET EN-COURS.....	12
ETAT DES CREANCES	12
AUTRES CREANCES	13
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF.....	13
CAPITAUX PROPRES	14
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14
Provisions pour engagement de retraite et autres avantages à long terme	14
Provisions pour ventes avec engagement de reprise (buy-back)	15
Provisions pour autres risques et charges diverses	16
ETAT DES DETTES.....	16
EMPRUNTS ET DETTES	16
DETTES FISCALES ET SOCIALES	16
AUTRES DETTES.....	17
COMPTE DE REGULARISATION PASSIF.....	17
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	18
Autres achats et charges externes	18
RESULTAT D'EXPLOITATION	19
REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE	19
ANALYSE DU RESULTAT FINANCIER	20
ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	21

ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	21
REPARTITION DES EFFECTIFS.....	21
TRANSACTIONS AVEC L'ETAT ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES	22
REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	22

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total est de 1 831 millions d'euros et au Compte de Résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, qui dégage un déficit de 115 millions d'euros.

L'exercice commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. L'exercice 2020 s'est clos le 31 décembre 2020.

Les comptes de l'exercice 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 1^{er} mars 2021. Les comptes de la société RRG SA sont inclus dans les comptes consolidés du Groupe RENAULT.

A. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 apparue au premier trimestre 2020 et qui s'est poursuivie sur tout l'exercice, le marché automobile mondial a subi un repli de 14,2 % par rapport à l'exercice 2019.

Afin de protéger ses salariés, et dans le respect des mesures prises par les différents gouvernements, le Groupe Renault a suspendu ses activités commerciales et de production dans la plupart des pays au cours du mois de mars.

Par ailleurs, pratiquement tous les salariés non affectés à la commercialisation et aux ateliers ont télétravaillé au cours des périodes de confinement et des mesures de chômage partiel ont été mises en place. La reprise de l'activité de production et de commercialisation a commencé principalement en mai 2020 dans le respect des mesures de déconfinement mises en place par les gouvernements des pays dans lesquels le Groupe Renault est présent.

Un deuxième confinement a été mis en place dans divers pays dont la France au cours du 2^{ème} semestre 2020 ainsi que des mesures de couvre-feu qui ont également eu des effets négatifs sur notre activité.

De ce fait, RRG SA a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 4.879 milliards d'euros contre 5.347 milliards d'euros en 2019, soit une baisse de 8.75%. Les ventes de véhicules neufs (VP+VU) représentent 2.996 milliards d'euros (contre 3.261 milliards d'euros en 2019) correspondant à un volume de 169 206 véhicules vendus (contre 189 911 unités en 2019) et les ventes de pièces de rechange / ateliers s'établissent à 520 millions d'euros contre 594 millions d'euros en 2019.

Cession des établissements d'Orléans, de Montbéliard, de Mulhouse, de Nancy, de Nîmes et de Strasbourg en décembre 2020. Ces établissements vendus ont produit en 2020, un chiffre d'affaires de 465 232K€. Ces cessions ont pour effet de réduire l'effectif de RRG SA de 764 personnes, dont 5 en contrat à durée déterminée.

Un nouveau PDG, Philippe BUROS, a été nommé depuis le mois de Décembre

B. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 de la société RRG SA ont été élaborés conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises. Celles-ci sont définies par le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général modifié par les règlements postérieurs.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ventes et constatation de la marge

Les ventes de produits automobiles sont comptabilisées à la date du transfert du contrôle. Le transfert du contrôle des produits automobiles intervient lors de leur mise à disposition au client final.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose des produits et charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'ils se produisent de manière fréquente et régulière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La société gère historiquement ses actifs immobilisés, selon un détail et une méthode compatible avec l'approche par composants. Les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui est constitué par le prix d'achat et les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue du bien. Les taux pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements
Constructions	30 ans en linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	8 à 12 ans en linéaire selon le type de mat.
Installations générales, agencements, aménagements	15 ans en linéaire
Matériel de transport	4 à 6 ans en linéaire selon le type de mat.
Matériel de bureau et informatique	4 ans en linéaire
Mobilier	8 ans en linéaire

Cet amortissement est éventuellement complété, par une dépréciation, lorsque la valeur d'utilité d'un bien deviendrait inférieure à sa valeur nette comptable.

Lorsqu'un supplément d'amortissement de caractère fiscal est constaté (amortissement dérogatoire), il est enregistré en résultat exceptionnel

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles	Amortissements pour dépréciation
Frais d'établissement	5 ans en linéaire
Brevets, licences et droits similaires	3 ans
Logiciels	3 ans
Droit au bail	Actifs non amortis (*)
Fonds commercial	Actifs non amortis (*)

(*) Des changements significatifs et défavorables intervenus sur les marchés sur lesquels opère l'entreprise ou relatifs aux conditions d'utilisation des actifs pourraient constituer des indices de perte de valeur. Dans ce cas des provisions pour dépréciation seraient comptabilisées si à la date de clôture, la valeur comptable s'avère inférieure à la valeur d'utilité déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs.

Un test de dépréciation du fonds commercial a été réalisé en juin 2020 sur la base d'une valorisation par VN dans le cadre de la cession des établissements intervenue en 2020.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont essentiellement composées des titres de participations des filiales, détenus par RENAULT RETAIL GROUP.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et n'incluent pas les frais accessoires directement liés à l'acquisition.

La règle de dépréciation est la suivante : RENAULT RETAIL GROUP analyse la valeur d'utilité à partir de la quote-part de situation nette de ces filiales. La situation nette est retraitée pour tenir compte d'éléments non reflétés par le bilan (analyse du business plan 3-5 ans et des perspectives de rentabilités, plus-values latentes d'actifs...) une provision est constituée uniquement si la filiale se révèle dans l'incapacité de reconstituer ses capitaux propres.

STOCKS

A leur date d'entrée dans le patrimoine les stocks et en-cours sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'accessoires).

Les sorties de stock de matériels et pièces de rechange (PR) sont valorisées selon la méthode FIFO (premier entré/premier sorti).

DEPRECIATION DES STOCKS

La dépréciation correspond à l'ajustement, à la date de clôture, de la valeur comptable des stocks sur leur valeur probable de réalisation si cette dernière s'avère inférieure.

DEPRECIATION DES STOCKS VEHICULES D'OCCASION (VO)

La dépréciation comptable du stock vise à remettre à niveau la valeur du stock VO quand celle-ci devient supérieure à la valeur marchande. La dépréciation a été calculée au 31 décembre 2020, véhicule par véhicule selon la méthode suivante :

- Analyse de la marge commerciale des véhicules vendus entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 novembre 2020 ;
- Détermination d'une marge commerciale moyenne de référence par tranche d'ancienneté, modèle et statut ;
- Calcul de l'ancienneté à partir de la date d'entrée ;
- Si la marge commerciale de référence est inférieure à la dépréciation constatée sur stock à la fin du mois précédent, la dépréciation comptabilisée correspond alors à cette marge commerciale moins la dépréciation constituée précédemment.

Comptabilisation d'un complément de dépréciation sur la base des analyses de déboucement mensuelles de la provision.

DEPRECIATION DES STOCKS DE PIECE DE RECHANGE (PR)

Les dépréciations de stocks PR concernent les stocks morts et dormants dont la ventilation est calculée en fonction des ventes réalisées durant les 12 derniers mois ; pour ne pas fausser l'assiette des dépréciations, les pièces de rechange nouvelles sont exclues du calcul pendant 12 mois.

Le stock dormant est composé de la part du stock qui permet de réaliser des ventes au-delà de 6 mois et jusqu'à 18 mois.

Le stock mort est composé de la part du stock qui permet de réaliser des ventes au-delà de 18 mois.

- Les stocks dormants sont dépréciés à hauteur de 50% du prix de revient ;
- Les stocks morts sont dépréciés à hauteur de 95% du prix de revient.

La provision pour dépréciation des stocks est déduite fiscalement à hauteur de 50%.

DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

La comptabilisation d'une créance en compte clients douteux est effectuée dès lors que son recouvrement apparaît fortement compromis (3 mois après l'échéance et après relances régulières puis recommandé avec accusé de réception).

Les créances inscrites en comptes clients douteux font, dans leur majorité, l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de leur montant hors taxe ou de 100% du prix de vente facturé pour les ventes dépendant du régime de la globalisation de T.V.A.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont définies conformément au règlement ANC n° 2014-03.

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe :

- un passif résultant d'évènements passés ;
- une obligation actuelle qui aboutirait à une sortie probable de ressources ;
- la possibilité d'évaluer de façon fiable le montant de l'obligation.

Le montant comptabilisé en provision est égal à la meilleure estimation du montant nécessaire pour éteindre l'obligation à la date de clôture. Ces provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées afin de refléter la nouvelle estimation des passifs.

Provision pour ventes avec engagements de reprise :

La valeur de revente prévisionnelle d'un véhicule avec engagement de reprise est estimée en prenant en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion mais aussi ses perspectives d'évolution sur la durée d'écoulement des véhicules, qui peuvent être influencées par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur). Dès lors qu'une perte est anticipée sur la vente du véhicule d'occasion, une provision pour risques et charges est constatée.

Provisions pour engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme

Pour les régimes à cotisations définies, la société verse des cotisations à des organismes extérieurs qui la libèrent de toute obligation ultérieure. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

Les régimes à prestations définies donnent lieu à constitution de provisions.

Les engagements au titre de ces régimes sont déterminés sur la base de la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestations sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité et de présence.

Ils sont ensuite ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs privés de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée des engagements.

Les mouvements de provision pour avantages du personnel sont enregistrés en résultat d'exploitation.

Conformément à la recommandation n°2013-02 de l'ANC relative aux règles d'évaluation et comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires précisant les évolutions relatives aux méthodes possibles pour la comptabilisation des engagements de retraite dans les comptes sociaux, la société a décidé de se rapprocher de la norme IAS 19 révisée, en appliquant à partir de l'exercice 2014, la méthode 2 de la recommandation qui prévoit la comptabilisation immédiate en résultat des coûts des services passés lors des modifications de régimes.

L'application par la société de cette recommandation lui ouvre la possibilité de comptabiliser les écarts actuariels d'ouverture et le coût des services passés non amortis en capitaux propres (report à nouveau).

Les écarts actuariels sont amortis dans les comptes sociaux sur la durée résiduelle de l'engagement.

L'adoption de cette recommandation de l'ANC est assimilée à un changement de réglementation comptable entraînant un impact à l'ouverture en capitaux propres de l'exercice de première application.

NOTES SUR LE BILAN

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Acquisit., apports	Cession	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 083 448		610 845	33 472 603
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 083 448		610 845	33 472 603
Terrains	2 591 317		668 738	1 922 580
Constructions sur sol propre	5 724 924		613 601	5 111 322
Constructions sur sol d'autrui	11 283 755	748 157	775 913	11 255 999
Constructions installations générales, agencements, aménagements	30 926 921	774 449	5 123 070	26 578 300
Installations techniques, matériel et outillage industriels	47 590 104	1 733 279	6 192 799	43 130 584
Installations générales, agencements, aménagements	63 518 468	1 540 347	6 497 405	58 561 411
Matériel de transport	7 153 239	16 383	1 219 790	5 949 833
Matériel de bureau, informatique, mobilier	20 987 222	232 145	2 315 060	18 904 308
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	945 504			945 504
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	190 721 456	5 044 760	23 406 376	172 359 840
TOTAL GENERAL	224 804 905	5 044 760	24 017 222	205 832 443

Le poste « autres immobilisations incorporelles » est constitué des fonds de commerce des différents établissements répartis sur le territoire au nombre de 46.

Les fonds de commerce sont dépréciés à hauteur de 5,2M€ au 31 décembre 2020.

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS ETABLISST, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	5 268 455	58 333	191 610	5 135 178
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 268 455	58 333	191 610	5 135 178
Terrains	517 155	995	311 039	207 111
Constructions sur sol propre	4 604 504	92 974	598 139	4 099 340
Constructions sur sol d'autrui	5 942 055	523 180	174 004	6 291 232
Constructions inst. générales, agencements	23 808 280	1 432 372	4 101 961	21 138 691
Installations techniques, matériel et outillage	34 862 916	2 383 407	5 241 213	32 005 110
Installations générales, agencements	25 525 792	3 855 426	3 881 356	25 499 862
Matériel de transport	6 682 184	292 888	1 201 507	5 773 565
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 725 051	1 237 070	2 060 165	15 901 956
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 667 938	9 818 312	17 569 384	110 916 866
TOTAL GENERAL	123 936 393	9 876 645	17 760 994	116 052 043

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières en valeur nette se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Titres de participation (1)	148 846	151 160	-2 314
Créances rattachées à des participations			0
Autres titres immobilisés			
Prêts (2)	20 439	18 880	1 559
Dépôts et cautionnements (3)	22 002	9 479	12 523
TOTAL	191 287	179 519	11 768

La variation est essentiellement composée :

1. De la dépréciation des titres de RRG Irlande pour 2 300K€.
2. De l'augmentation du compte prêt tiers ACTION LOGEMENT soit 1 572 K€ (qui s'explique principalement par le versement d'un prêt d'un montant de 2 531€ et du remboursement reçu de 866 K€).
3. De l'augmentation du dépôt de garantie du contrat d'affacturage EUROFACTOR pour un montant de 12 319K€.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Données en K Euro

Filiales	titres de participation détenus		QP détenue	Capital social	Capitaux propres au 31/12/2020	Capitaux propres au 31/12/2019
	valeur brute	valeur nette				
Gardanne SAS	4 368	4 368	100%	228	2 267	2 725
SIMCRA SAS	83 338	83 338	100%	12 714	39 521	21 412
Centre de Gestion SNC	1	1	99%	1	2 258	1 968
SIRVA SA	600	600	100%	600	517	517
Reagroup Estate Deutschland GmbH	500	500	99.99%	500	n.c.	1 356
Renault Retail Group Belgium SA	43 517	31 517	99.99%	41 761	26 947	24 848
Renault Retail Group Warszawa SP.z.o.o	12 206	12 206	100%	5 506	12 673	15 706
Renault Retail Group Léman SA	11 888	11 888	100%	772	5 983	8 482
Renault Retail Group Wien SA	7 516	54	100%	7 535	1 552	1 713
Renault Retail Group Ceska S.R.O.	4 369	4 369	100%	2 970	5 548	5 893
Renault Retail Group Ireland LTD	2 300	0	100%	1 540	-7 304	-3 542
Renault Retail Group SK S.R.O.	5	5	100%	5 000	-762 *	-323

STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours en valeur nette se décomposent comme suit

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Stock net VN	727 788	814 114	-86 326
Stock net VO	255 601	261 450	-5 849
Stock net PR	62 332	92 569	-30 237
En cours de Production -Services	1 672	1 962	-290
TOTAL	1 047 393	1 170 095	-122 702

ETAT DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 438 761		20 438 761
Autres immobilisations financières	22 001 961		22 001 961
Clients douteux ou litigieux	4 793 040	4 793 040	
Autres créances clients	201 548 835	201 548 835	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	632 042	632 042	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 282 419	1 282 419	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	19 539 509	9 515 028	10 024 481
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	9 367 548	9 367 548	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	16 846 349	16 846 349	
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 975 721	1 975 721	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	201 344 151	201 344 151	
Charges constatées d'avance	14 043 191	14 043 191	
TOTAL GENERAL	513 813 527	461 348 324	52 465 203
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	3 686 893		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	2 128 386		
Prêts et avances consentis aux associés			

AUTRES CREANCES

Les autres créances se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Fournisseurs débiteurs (1)	189 838	228 234	-38 396
Personnel et comptes rattachés	632	561	71
Sécurité sociale et autres org. (2)	1 282	2 306	-1 024
Etat et collectivités (3)	47 729	46 327	1 402
Débiteurs divers	10 406	9 622	784
TOTAL	249 887	287 050	-37 163

La variation est principalement due :

1. D'une part, à la diminution des avoirs à recevoir du constructeur au 31/12/2020 pour un montant de 34 098K€ et des fournisseurs débiteurs pour 6 591K€, et, d'autre part à l'augmentation des avoirs à recevoir pour 2 513K€
2. A la diminution des indemnités à recevoir de l'IPSA pour 631 K€ et à celle du compte « Chèque déjeuner » pour 391 K€
3. A la variation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (remboursement de celui de 2016 pour 8 422 K€), à celle des créances générées par la prime à la conversion et le bonus écologique pour, respectivement 1 134K€ et 4 018K€, à la TVA sur marges pour 2 638K€, ainsi que la créance sur les allocations pour chômage partiel pour 1 961 K€.

COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation sont composés comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Charges constatées d'avance	14 043	12 815	1 228
TOTAL	14 043	12 815	1 228

Les charges constatées d'avance sont constituées principalement des loyers à hauteur de 7 215K€, des achats de carnets de gravages, de plaques pour 1 333K€, des charges liées à l'informatique pour 765K€, et des frais sur véhicules pour 3 198K€. Les 1 228K€ de variation s'expliquent principalement le montant des frais sur véhicules (1 523K€ en 2019).

CAPITAUX PROPRES

Le capital social de RENAULT RETAIL GROUP est composé de 19 966 534 actions de 5€ chacune. RENAULT RETAIL GROUP est détenue à 99,99% par RENAULT SAS.

Le tableau de variation des capitaux propres est le suivant :

EN K€	Au 31/12/2020	Résultat 2020	Autres mouvements	Affectation du résultat 2019	Au 31/12/2019
capital social	99 833				99 833
prime d'émission	111				111
réserve légale	5				5
réserves réglementées	15				15
autres réserves	22				22
report à nouveau	-356 607			-77 699	-278 908
Résultat	-115 072	-115 072		77 699	-77 699
Subvention d'investissement					
TOTAL	-371 693	-115 072	0	0.00	-256 621

Conformément à la deuxième délibération votée par l'assemblée générale du 17 juin 2020, le résultat 2019 a été affecté au report à nouveau.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comprend :

EN K€	31/12/2020	Dotation	Reprise	31/12/2019
Provisions pour litiges et risques sociaux	3 214	1 459	924	2 679
Provisions pour garantie	2 020		805	2 825
Provisions pour engagement de reprise	64 188	21 808	19 610	61 990
Provisions pour risques commerciaux	10			10
Provisions pour engagement de retraite	17 263	1 580	3 235	18 918
Autres p/risques et charges diverses	21 707	18691	2 733	5 749
Total provisions pour R&C	108 402	43 538	27 307	92 171

Provisions pour engagement de retraite et autres avantages à long terme

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme concernent principalement les indemnités de fin de carrière et les gratifications liées aux médailles du travail.

La société verse des cotisations à IPR AUTO, en complément des cotisations aux régimes de retraite de base et complémentaire. Ces cotisations sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Par ailleurs, la société verse aux salariés, au moment de leur départ à la retraite, une indemnité de départ à la retraite ainsi qu'un capital de fin de carrière tel que défini par la Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile. Le capital de fin de carrière est partiellement remboursé à la société par l'IPSA. Les engagements de retraite sont évalués sur la base de ces éléments et intègrent les prises en charge de l'IPSA.

Les engagements au 31 décembre 2020 ont été évalués sur la base des hypothèses suivantes :

Age de départ à la retraite	Calculé par individu en fonction de l'âge légal de départ et de la durée de cotisation	
Taux de revalorisation des salaires	Cadre 2,50 %	Non Cadre 1,50 %
Taux d'actualisation	0.22%	

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les engagements de retraite et autres avantages à long terme avec les montants reconnus au bilan (en K€) :

Engagement à l'ouverture de l'exercice	25 481
Coût des services	1 217
Coût serv autres avantages	
Charge d'intérêt	116
Prestations payées	-1 660
Changement du régime	
Réduction du régime	-1 576
(Gains) et pertes actuariels	-1 129
Engagement à la clôture de l'exercice	22 449
(Gains) et pertes actuariels non reconnus	-5 186
Provision à la clôture de l'exercice	17 263

La charge de retraite 2020 se décompose comme suit (en K€) :

Coût des services	1217
Charge d'intérêt	116
Changement du régime	0
Réduction du régime	-1 576
Charge de retraite	-243

Provisions pour ventes avec engagement de reprise (buy-back)

La variation de la provision buy-back est liée à l'évolution du parc roulant qui a diminué de 3.45% à la suite des cessions en passant de 184 654 véhicules en 2019 à 178 290 véhicules en 2020. Elle est d'un montant de 64 M€ à fin Décembre 2020.

Provisions pour autres risques et charges diverses

En 2020, dotation de 8,4 M€ d'une provision pour risques sur RRG Irlande et de 9.5 M€ d'une provision pour coût de restructuration.

ETAT DES DETTES

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	851 559 878	851 559 878		
Fournisseurs et comptes rattachés	171 999 966	171 999 966		
Personnel et comptes rattachés	61 303 750	61 303 750		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 801 145	40 801 145		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	45 956 547	45 956 547		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	10 634 153	10 634 153		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 010 762	1 010 762		
Groupe et associés				
Autres dettes	908 707 576	908 707 576		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	60 754	60 754		
TOTAL GENERAL	2 092 034 529	2 092 034 529		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 377 388 479			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 598 319 159			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

EMPRUNTS ET DETTES

Ce poste est composé :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Participation compte bloqué	71	68	3
Intérêts sur participation	9	9	0
Emprunt Renault	850 837	1 063 481	-212 644
Intérêts dus s/socap non financières	601	674	-73
Dépôts et cautionnements reçus	42	93	-51
TOTAL	851 560	1 064 325	-212 765

La variation est principalement due à la diminution de l'emprunt Renault pour 212 644K€.

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Les dettes fiscales et sociales se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Personnel et comptes rattachés (1)	61 304	66 632	-5 328
Sécurité sociale et autres organismes (2)	40 801	46 017	-5 216
TVA (3)	45 956	41 904	4 052
Autres	10 634	13 545	-2 911
Total dettes fiscales et sociales	158 695	168 098	-9 403

La variation est principalement due :

1. A la diminution des provisions pour primes cadres de 1 439K€ et à celle des provisions pour congés payés (1 590K€) et capital temps (2 177K€) ;
2. A la baisse des cotisations dues à l'URSSAF pour 1 697K€, à celle des charges patronales pour 2 362K€, ainsi que de la provision de la CSSS de 644K€ ;
3. A l'augmentation de la TVA à payer pour un montant de 13 853K€, et à la diminution de la TVA sur provisions pour 9 800K€.

AUTRES DETTES

Les autres dettes se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Clients créditeurs (1)	20 066	22 381	-2 315
R.R.R. à accorder (2)	21 582	19 429	2 153
Groupe (3)	844 191	543 050	301 141
Autres comptes créditeurs	22 867	12 506	10 361
TOTAL	908 706	597 366	311 340

La variation est essentiellement composée de la hausse de l'encours financé par la COGERA de nos stocks véhicules et pièces de rechange au 31/12/2020 pour un montant de 301 141K€, à l'augmentation du compte « Autres débiteurs et créditeurs divers » de 5 628K€ (créances non garanties par Eurofactor) et du compte « Autres créditeurs divers » pour 3 976K€ (CP utilisés dans le cadre du chômage partiel crise sanitaire)

COMPTE DE REGULARISATION PASSIF

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Produits constatés d'avance	61	107	-46
TOTAL	61	107	-46

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Autres achats et charges externes

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Etudes et prestations	599	1 546	-947
Matériels, équipement, travaux	131 089	154 034	-22 945
Mat & Four non stockées	15 440	16 779	-1 339
Sous-traitance	2 515	2 744	-229
Redevances de crédit bail	11	1	10
Locations	70 900	76 303	-5 403
Charges locatives	275	288	-13
Entretien & Réparations	16 801	12 629	4 172
Primes d'assurance	6 139	5 854	285
Divers	1 270	1 316	-46
Personnel extérieur	6 822	10 916	-4 094
Honoraires	32 685	40 310	-7 625
Publicité	20 079	25 295	-5 216
Transports	32 157	40 508	-8 351
Déplacts, missions, récept.	5 820	9 939	-4 119
Frais postaux	3 317	4 193	-876
Services bancaires	1 820	1 937	-117
Autres	32 181	46 398	-14 217
TOTAL	379 920	450 990	-71 070

RESULTAT D'EXPLOITATION

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	4 498 532 412	5 204 197	4 503 736 609	4 953 851 511
Production vendue de biens				
Production vendue de services	368 852 297	6 424 384	375 276 681	393 305 135
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 867 384 709	11 628 580	4 879 013 289	5 347 156 646
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			78 712	20 045 080
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			36 716 381	48 324 626
Autres produits			2 592 869	3 538 300
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 918 401 251	5 419 064 652
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 012 631 747	4 523 098 941
Variation de stock (marchandises)			122 201 466	21 123 867
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			379 920 988	450 990 164
Impôts, taxes et versements assimilés			46 617 042	52 896 054
Salaires et traitements			255 706 475	289 377 061
Charges sociales			108 369 379	118 333 469
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 876 645	10 850 240
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			11 107 835	9 541 013
Pour risques et charges : dotations aux provisions			25 637 069	27 106 328
Autres charges			8 330 025	7 083 411
CHARGES D'EXPLOITATION			4 980 398 670	5 510 400 548
RESULTAT D'EXPLOITATION			(61 997 420)	(91 335 896)

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS en %
Ventes de véhicules neufs	2 996 446	3 261 111	-8.12
Ventes de véhicules d'occasion	1 187 972	1 381 861	-14.03
Vente de pièces de rechange	380 919	431 523	-11.73
Vente et prestations de service atelier	138 670	162 962	-14.91
Autres	175 006	109 700	59.53
TOTAL	4 879 013	5 347 157	-8.76

ANALYSE DU RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Intérêts compte courant RSA	8 566	9 161	-595
Intérêts DIAC	15 081	12 952	2 129
Dotation dépréciation des titres	2 300		2 300
Autres charges financières	1 816	2 777	-961
TOTAL DES CHARGES	27 763	24 890	2 873
Intérêts compte courant RSA			0
Revenus titres participations	12 415	35 188	-22 773
Autres produits financiers	62	66	-4
TOTAL DES PRODUITS	12 477	35 254	-22 777
RESULTAT FINANCIER	-15 286	10 364	-25 650

La variation du résultat financier correspond :

1. à la diminution des dividendes reçus de SIMCRA (23 194K€)
2. à la provision pour dépréciation des titres de RRG Irlande (2 300K€)
3. à la hausse des intérêts versés à DIAC.(2 129K€)

Tableau des dividendes

En K€	2020	2019
SIMCRA	7 020	30 214
RRG LEMAN	2 941	3 411
REAGROUP ESTATE DEUTCHLAND	856	750
RRG WARSZAWA	1 598	813
TOTAL	12 415	35 188

ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Charges sur exercices antérieurs	3 330	2 780	550
Valeurs nettes comptables immos cédées	6 256	117	6 139
Dotations aux provisions	17 900		17 900
Autres charges	29404	3448	25 956
TOTAL DES CHARGES	56 890	6 345	50 545
Produits sur exercices antérieurs	4 215	7 716	-3 501
Produits cession éléments d'actif	13 793	1 665	12 128
Reprises sur provisions	843		843
Boni de fusion ou liquidation			0
Autres produits	260	273	-13
TOTAL PRODUITS	19 111	9 654	9 457
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-37 779	3 309	-41 088

La variation du résultat exceptionnel correspond principalement à la dotation aux provisions pour restructurations (17 900K€), à la hausse des cessions d'immobilisations en valeur nette comptable (6 139 K€), et aux charges exceptionnelles comptabilisées sur les établissements cédés (indemnité Buy Back, garantie OR, charges de personnel...) pour 27 756 K€.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements donnés par RENAULT RETAIL GROUP concernent les ventes avec engagement de reprise à terme (buy-back) :

- Valeur du parc roulant 1 928 745 K€
- Nombre de véhicules en parc roulant 178 290

REPARTITION DES EFFECTIFS

2020	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Apprentis	Total	dont CDD
Réseau	556	2 362	909	2 028	521	6 376	78
Siège social	182	39			16	237	4
(Dont directeur Ets)						46	
CDG orléans	24	41	165		17	247	30
TOTAL R.R.G. SA (hors CGR)	738	2401	909	2028	537	6613	82
TOTAL France	762	2 442	1 074	2 028	554	6 860	112
<i>Effectif moyen 31/03/2020</i>	<i>846</i>	<i>2 732</i>	<i>1 223</i>	<i>2 346</i>	<i>759</i>	<i>7 906</i>	<i>76</i>
<i>Effectif moyen 30/06/2020</i>	<i>803</i>	<i>2 695</i>	<i>1 208</i>	<i>2 324</i>	<i>749</i>	<i>7 779</i>	<i>66</i>
<i>Effectif moyen 30/09/2020</i>	<i>816</i>	<i>2 656</i>	<i>1 235</i>	<i>2 343</i>	<i>676</i>	<i>7 726</i>	<i>130</i>
<i>Effectif moyen 31/12/2020</i>	<i>796</i>	<i>2 653</i>	<i>1 145</i>	<i>2 188</i>	<i>609</i>	<i>7 391</i>	<i>112</i>

EFFECTIF MOYEN 2020	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Apprentis	Total	dont CDD
Réseau	608.60	2 606.00	1 037.80	2 300.40	659.90	7 212.70	66.60
Siège social	189.30	38.60	1.10	0.00	22.70	251.70	3.60
(Dont directeur Ets)	54.60					54.60	
CDG orléans	24.30	39.20	163.80	0.00	15.50	242.80	25.80
TOTAL R.R.G. SA (hors CGR)	797.90	2 644.60	1 038.90	2 300.40	682.60	7 464.40	70.20
TOTAL France	822.20	2 683.80	1 202.70	2 300.40	698.10	7 707.20	96.00

TRANSACTIONS AVEC L'ETAT ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans le cadre de son activité, RRG SA réalise des transactions avec l'Etat et des entreprises publiques comme EDF, ENGIE, IMPRIMERIE NATIONALE etc. Ces opérations sont effectuées à des conditions normales et courantes et représentent un chiffre d'affaires de 67 millions d'euros en 2020 (64 millions d'euros en 2019) et une créance au 31 décembre 2020 de 9 millions d'euros (6.6 millions d'euros au 31 décembre 2019).

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

RENAULT RETAIL GROUP n'a consenti aucun engagement de toutes natures au bénéfice de ses dirigeants correspondant à des avantages dus à raison de la prise, de la cessation et du changement des fonctions ou postérieurement à celles-ci (crédits, avances, indemnités de départ, pensions de retraite).

Le montant des rémunérations étant une information confidentielle, celle-ci n'est pas détaillée dans les présentes annexes.

ENTITE CONSOLIDANTE

Les comptes de RRG s.a. sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Renault. Ces derniers sont établis par Renault S.A., immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 780 129 987, dont le siège social se situe au 13-15 Quai Le Gallo à Boulogne Billancourt (92), où les états financiers peuvent être obtenus.

IMPOT SUR LES SOCIETES

RENAULT RETAIL GROUP fait partie du groupement fiscal intégré constitué en application des dispositions 223A du Code général des impôts par le groupe Renault. Le montant des déficits reportables disponibles s'élève à 1 018 029 K€.

Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

RENAULT RETAIL GROUP
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 99 832 670 euros
Siège social : 2 Avenue Denis Papin
92140 CLAMART
312 212 301 RCS NANTERRE

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 20 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le 20 avril, à 10 heures 30, les actionnaires de la société RENAULT RETAIL GROUP, société anonyme au capital de 99 832 670 euros, divisé en 19.966.534 actions de 5 euros chacune, dont le siège est situé 2, avenue Denis Papin-92140 CLAMART, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, sur convocation faite selon courrier électronique et courrier, adressés à chaque actionnaire par le Président, conformément à la délégation qui lui a été octroyée par le Conseil d'administration le 1^{er} mars 2021.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, prorogée par le Décret n° 2021-255 du 9 mars 2021, chaque actionnaire et personne autorisée à assister à la présente assemblée a été informé des modalités de tenue de la présente assemblée par e-mail en date du 2 juin 2020, soit plus de trois jours ouvrés avant la date de tenue de la présente assemblée.

Le Président de séance rappelle que, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, prorogée par le Décret n° 2021-255 du 9 mars 2021, le Président agissant sur délégation consentie par le Conseil d'administration en date du 1^{er} mars 2021 a décidé que ladite assemblée se tiendrait par audioconférence et que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à la présente assemblée par audioconférence.

Sont présents Philippe BUROS, Loïc GUENÉE, Jean-Antoine BERGUE, Adriana CARNEIRO, Anne-Christine BRUSSET, Philippe STOPPACHER, Yvan SEGAL, Laurence PINSARD.

Monsieur Stéphane BLONDEL, représentant le CSEC, est absent.

L'Assemblée est présidée par Monsieur BUROS, en qualité de Président du conseil d'administration.

Monsieur Loïc GUENEE et Madame CARNEIRO, présents et acceptant, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Louis ROZAN est désigné comme secrétaire de séance.

La société KPMG SA représentée par Monsieur Renaud LAGGIARD, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, participe à la présente assemblée par audioconférence.

Il est constaté que les actionnaires présents, réputés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 19 966 534 actions, soit plus du quart des actions ayant un droit de vote.

Le Président constate que l'Assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président a mis à la disposition des actionnaires :

- La feuille de présence à l'Assemblée ;
- Les copies des convocations adressées aux actionnaires ;

- Les pouvoirs des actionnaires représentés par des Mandataires ;
- Les formulaires de vote par correspondance ;
- La copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes ;
- Le texte des projets de résolutions
- Le rapport du Conseil d'administration comprenant le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise ;
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur conventions visées à l'article L.225-38 du Code du commerce;
- L'inventaire de l'actif et du passif de la Société au 31 décembre 2020;
- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'administration, qui ne sera une surprise pour personne
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice qui vient de se clore et donner quitus aux administrateurs
- Affectation du résultat
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes, Monsieur LAGGIARD, sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de commerce et l'approbation des conclusions de ce rapport
- Ratification de la nomination à titre provisoire d'un administrateur
- Renouvellement de mandats d'administrateurs
- Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes, KPMG
- Pouvoirs pour les formalités.

Il est ensuite donné lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

Puis, le Président ouvre la discussion.

Un débat s'instaure alors entre les actionnaires participant par audioconférence :

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour.

A titre ordinaire

PREMIERE RESOLUTION *(Approbation des comptes)*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes, du bilan au 31 décembre 2020, du compte de résultat de l'exercice et de l'annexe, approuve dans toutes leurs parties lesdits rapports et comptes clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'Administration.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'Assemblée Générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39, 4° du Code général des impôts qui s'élèvent à 3 981 678 euros ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 1 234 320 euros.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

DEUXIEME RESOLUTION ***(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020)***

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et après avoir constaté que les comptes font apparaître une perte de (115 072 012) euros, décide de l'affecter au compte report à nouveau, augmentée du report à nouveau négatif antérieur.

Après affectation, le solde du report à nouveau est porté à (471 678 805) euros.

Capitaux propres

Les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, qui demeurent donc inférieurs à la moitié du capital social.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Le bureau de l'Assemblée constate ensuite que pour l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, le quorum atteint par l'Assemblée est de plus du cinquième des actions étant précisé que les actions des personnes intéressées, directement ou indirectement, par ces conventions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

L'Assemblée peut en conséquence délibérer sur l'application de ces conventions.

TROISIEME RESOLUTION ***(Conventions réglementées)***

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION
(Ratification de la cooptation d'un administrateur)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, ratifie la nomination de Monsieur Philippe Buros en qualité d'administrateur faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration du 15 décembre 2020, en remplacement de Monsieur Olivier Baraille, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

CINQUIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Madame Anne Christine Brusset est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

SIXIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Madame Adriana Carneiro Ribeiro est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

SEPTIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Loïc Guenee est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

HUITIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Antoine Bergue est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

NEUVIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Ivan Segal est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

DIXIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Buros est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à la majorité.

ONZIEME RESOLUTION
(Renouvellement de mandat d'un commissaire aux comptes)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, prend acte de l'arrivée du terme du mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG SA et de commissaire aux comptes suppléant de KPMG AUDIT ID.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide, conformément aux statuts :

- de renouveler KPMG SA, Tour Eqho, 2 avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, en qualité de commissaire aux comptes, pour une nouvelle période de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2026, et
- de ne pas renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de KPMG AUDIT ID, et de ne pas nommer de commissaire aux comptes suppléant en remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION
(Pouvoirs pour effectuer les formalités)

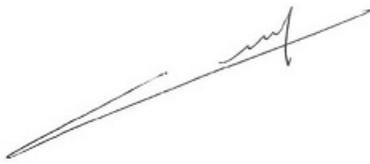
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour remplir les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.



Le Président de l'Assemblée
Monsieur Philippe BUROS

Le Secrétaire
Monsieur Louis ROZAN

Les Scrutateurs
Monsieur Loïc GUENEE

Madame Adriana
CARNEIRO

RENAULT RETAIL GROUP
Société Anonyme à conseil d'administration au capital de 99 832 670 €
Siège social : 2 Avenue Denis Papin
92140 CLAMART
312 212 301 RCS NANTERRE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 20 AVRIL 2021

RAPPORT DE GESTION

SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

ET RAPPORT DU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice, ainsi que le renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes et des mandats d'administrateurs.

Impact de la crise sanitaire liée au Covid-19

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 apparue au premier trimestre 2020 et qui s'est poursuivie sur tout l'exercice, le marché automobile mondial a subi un repli de 14,2 % par rapport à l'exercice 2019. Afin de protéger ses salariés, et dans le respect des mesures prises par les différents gouvernements, le Groupe Renault a suspendu ses activités commerciales et de production dans la plupart des pays au cours du mois de mars. Par ailleurs, pratiquement tous les salariés non affectés à la production et à la commercialisation ont télétravaillé au cours des périodes de confinement et des mesures de chômage partiel ont été mises en place. La reprise de l'activité de production et de commercialisation a commencé principalement en mai 2020 dans le respect des mesures de déconfinement mises en place par les gouvernements des pays dans lesquels le Groupe Renault est présent. Un deuxième confinement a été mis en place dans divers pays dont la France au cours du 2^{ième} semestre 2020 ainsi que des mesures de couvre-feu qui ont également eu des effets négatifs sur notre activité.

A la date d'arrêté des comptes 2020, la société considère après analyse des faits et circonstances, qu'il n'y a pas de remise en cause de sa capacité à poursuivre son exploitation.

PREMIERE PARTIE
RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE, DE SES FILIALES ET DES SOCIETES QU'ELLE CONTRÔLE

1. PRESENTATION

Créée le 1er juillet 1997 par un apport de RENAULT, RENAULT RETAIL GROUP - RRG -, auparavant dénommée REAGROUP, est une société anonyme à conseil d'administration et a une durée d'exercice social de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre.

1.1. FAITS MARQUANTS DE RRG SA

Cession des établissements d'Orléans, de Montbéliard, de Mulhouse, de Nancy, de Nîmes et de Strasbourg en décembre 2020.

Dépréciation des titres de RRG Irlande pour 2 300 000€.

Constitution d'une provision pour risques sur RRG Irlande de 8 400 000€ et d'une provision pour restructuration de 9 500 000€.

1.2. ORGANISATION ET COMPOSITION

La répartition des actions de RENAULT RETAIL GROUP et la liste des administrateurs figurent en annexe 1.

La structure centrale (siège) détaillée en annexe 2 est constituée d'un Secrétariat Général, d'une Direction Financière, d'une Direction des Ressources Humaines, d'une Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information (DOSI), d'une Direction Marketing, d'une Direction Véhicules d'Occasion, d'une Direction de la Communication, d'une Direction des Opérations France, ainsi que d'une Direction des Opérations Europe.

Au 31 décembre 2020, le siège de RENAULT RETAIL GROUP regroupe 237 personnes, dont 46 Directeurs d'établissements et de plaques détachés. Ce total de 237 personnes se compare à un effectif de 262 collaborateurs à fin décembre 2019.

A cette même date, les établissements de ventes (hors filiales de ventes européennes et centre de gestion Orléans), rattachés à cette structure sont au nombre de 45. Ils représentent un effectif inscrit total de 6 376 personnes, soit en y ajoutant le Siège 6 613 personnes au total (contre 7 765 personnes fin décembre 2019).

2. ACTIVITE ET RESULTATS

L'ensemble du chiffre d'affaires de l'année 2020 affiche une baisse de -9.5 % comparé à 2019 principalement lié aux effets COVID19.

L'activité VN baisse en volumes (169 206 véhicules neufs en 2020 contre 189 911 véhicules neufs en 2019).

Le Chiffre d'affaires VO est en retrait de 12.6% (128 832 Véhicules d'occasions en 2020 contre 143 847 Véhicules d'occasions en 2019).

L'année 2020 a également été marquée par une baisse de l'activité APV (Atelier et RMS) de -14.5% et de la pièce de rechange de -12.5%.

2.1. DESCRIPTION DES PRINCIPALES ACTIVITES

Les principales activités des établissements de RENAULT RETAIL GROUP sont : la vente de véhicules neufs, la vente de véhicules d'occasion, la vente de pièces de rechange, la réparation de véhicules, toutes marques confondues.

A cela viennent s'ajouter un ensemble d'activités de services, telles que la réparation rapide (« RENAULT MINUTE »), la location de véhicules (« RENAULT RENT ») et le dépannage (« RENAULT ASSISTANCE »).

2.2 ANALYSES

Le chiffre d'affaires analytique agrégé pour l'exercice social 2020 de RENAULT RETAIL GROUP s'élève à 5 514 155 K€, pour un chiffre d'affaires en 2019 de 6 094 775 K€, soit une diminution de -9.53 % (prix catalogue). Le chiffre d'affaires analytique présente quelques différences par rapport au chiffre d'affaires social. Par exemple, les rabais n'y sont pas inclus car ils sont isolés sur une autre ligne du compte d'exploitation.

Composition du chiffre d'affaires

Répartition du Chiffre d'Affaires par activité	2020		2019		Ecart 2020/2019
	En K€	en %	En K€	en %	en %
Ventes de véhicules neufs	3 618 006	65.61	3 927 621	64.44	-7.88
Ventes de véhicules d'occasion	1 153 177	20.91	1 319 923	21.66	-12.63
Ventes de pièces de rechange	533 367	9.67	601 585	9.87	-11.34
Réparation de véhicules	180 772	3.28	211 321	3.47	-14.46
Autres	28 833	0.52	34 325	0.56	-16.00
Total	5 514 155	100.00	6 094 775	100.00	-9.53

Entre 2019 et 2020, le chiffre d'affaires de Renault Retail Group diminue de 580 M€. Toutes les activités ont reculé.

Analyse de la Contribution des activités (en K€)

La contribution par activité correspond à une décomposition analytique des produits et des charges directement imputables aux activités et hors frais financiers liés à l'activité.

Répartition de la MOP par activité	2020		2019	
	En K€	en %	En K€	en %
Ventes de véhicules neufs	32 302	32.21	49 630	44.57
Ventes de véhicules d'occasion	27 153	27.07	8 252	7.41
Ventes de pièces de rechange	20 348	20.29	30 884	27.73
Réparation de véhicules	22 571	22.50	29 751	26.72
Autres	-2 074	-2.07	-7 163	-6.43
Total	100 300	100.00	111 355	100.00

Mise à part l'activité Véhicules d'Occasion, la contribution des activités de R.R.G. France a baissé entre 2019 et 2020, pour un total de -11 M€.

La contribution de l'activité VN est en forte baisse -17 328 K€. Elle est fortement impactée par les indemnités Buy Back versés aux repreneurs. La marge brute est en baisse de -12 974 K€. Elle s'explique de par l'animation Gains Performance et les autres incitations commerciales qui sont liées aux volumes, et les facturations du stock VS/VD aux repreneurs pour -1 526 K€. Le niveau de stock à fin 2020 a baissé par rapport à l'année 2019 de 6.6 KU. Les frais fixes ont baissé par rapport à 2019 de -12 M€.

La contribution de l'activité VO affiche une MOP positive de + 27 M€, en amélioration de +18.9 M€.

La marge commerciale croit de +7 M€ par rapport à 2020, avec une valeur unitaire moyenne de 517€ / VO, soit +102€ / VO vs 2019.

Cette hausse de marge commerciale est liée à l'amélioration des marges sur le canal particulier de +202€ unitaire.

L'incitation commerciale est en augmentation de + 5 M€ par rapport à 2019.

Les frais fixes, quant à eux, baissent de -5 M€.

Sur la pièce, la contribution de l'activité est en recul vs 2019 de -10 M€ avec un chiffre d'affaires de -11.34% (- 103,9 M€).

La contribution de l'activité Atelier/RMS diminue de -7 M€ lié au retrait du CA de -14.5%

Concernant l'activité Renault Rent, malgré un CA (hors cessions) en baisse de -22.5%, nous constatons une amélioration du résultat de +5 M€ vs 2019 lié notamment à un écart positif sur les loyers DIAC Location (meilleure gestion du parc).

Les frais communs et frais centraux diminuent de -13 M€.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les principales données budgétaires sont les suivantes (hors Simcra) :

- Une prévision de volume véhicules neufs de 159 285 et de 128 564 véhicules d'occasion
- Un chiffre d'affaires en hausse vs 2020
- Une contribution des activités de 148 M€ en hausse de +37 M€ vs 2020 (à iso périmètre)
- Une marge opérationnelle totale de -20 M€ et un RAI hors dividendes de -48 M€

Afin de permettre la poursuite du redressement et d'optimiser les investissements futurs, Renault Retail Group a décidé de redimensionner ses activités en France. Le projet comporte la cession de 10 établissements à des repreneurs fiables et robustes, commercialisant déjà les marques du groupe et, la vente immobilière du site RRG situé quai de Grenelle à Paris. En 2020, six de ces établissements ont été cédés. Les autres ventes, Montpellier, Toulouse, Muret TMA, ainsi que le bâtiment situé Quai Grenelle seront signées en 2021.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Les priorités de RRG sur 2021 sont :

- Une performance commerciale (PG) en ligne avec les objectifs du constructeur
- Une hausse de l'activité et de la performance sur l'activité VN
- Une hausse de l'activité et de la performance sur l'activité VO
- Une hausse de l'activité et de la performance sur l'activité APV
- Une baisse de nos coûts fixes et variables
- Une amélioration de la performance financière
- La poursuite des efforts engagés sur la maîtrise du BFR

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Impact économique d'une suite de la pandémie COVID 19

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous informons que la société détient les filiales et/ou les participations suivantes :

- SIMCRA
- SIRVA
- GARDANNE AUTOMOBILES
- LA SEYNE AUTOMOBILES
- REAGROUP ESTATE DEUTSCHLAND
- RENAULT RETAIL GROUP CENTRE DE GESTION
- RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM SA
- RENAULT RETAIL GROUP WARSZAWA sp.z.o.o
- RENAULT RETAIL GROUP SUISSE SA
- RENAULT RETAIL GROUP WIEN
- RENAULT RETAIL GROUP CESKA s.r.o.
- RENAULT RETAIL GROUP IRELAND
- RENAULT RETAIL GROUP SK s.r.o.

Nous vous confirmons que la société n'a pris aucune participation directe au cours de l'exercice écoulé

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

MENTION DES SUCCURSALES EXISTANTES

En application des dispositions de l'article L.232-1 II du Code de commerce, nous vous informons que la société dispose de 94 succursales.

Vous trouverez en annexe 3 la liste des succursales existantes de la Société.

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre société au cours des cinq derniers exercices (annexe 4).

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-14 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après les informations sur les délais de paiements de nos fournisseurs et de nos clients.

Les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-6 du Code de commerce) :

	Article D. 441-6. 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.						Article D. 441-6 1° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	1 996	X				5 566	11 644	X				41 768
Montant total des factures concernées TTC	22 349 562	1 129 327	6 024 247	3 169 533	9 962 216	20 285 323	14 303 036	52 299 840	16 031 542	5 942 977	13 662 694	87 937 053
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	0.43%	0.02%	0.12%	0.06%	0.19%	0.39%	X					
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	X						0.25%	0.90%	0.28%	0.10%	0.24%	1.52%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombres de factures exclues	230						10 367					
Montant total des factures TTC exclues	51 999						2 688 307					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (Contractuel ou délai légal - Article L441-10 ou 441-11 -ancien article Article l. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels: <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux:						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels: <input type="checkbox"/> Délais légaux:					

PRETS INTER-ENTREPRISES

Nous vous indiquons que la Société n'a consenti aucun prêt entrant dans le cadre du dispositif prévu aux articles L. 511-6, 3 bis et suivants du Code monétaire et financier.

SANCTIONS POUR PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Nous vous informons que la Société n'a fait l'objet d'aucune sanction telle que visée à l'article L.464-2, I, al.5 du Code de commerce.

ÉTAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Nous vous informons que le personnel salarié de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L225-180 du Code de commerce ne détenait, au dernier jour de l'exercice et dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale visé à l'article L. 225-102 du Code de commerce, aucune participation au capital de la Société.

Par ailleurs, aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions n'a encore été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

- Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 4 879 013 289 euros contre 5 347 156 646 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 4 918 401 251 euros contre 5 419 064 652 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 4 980 398 670 euros contre 5 510 400 548 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le résultat d'exploitation ressort à (61 997 420) euros contre (91 335 896) euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 255 706 475 euros contre 289 377 061 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 108 369 379 euros contre 118 333 469 euros au titre de l'exercice précédent ;
- L'effectif salarié moyen s'élève à 7 464 contre 7 876 au titre de l'exercice précédent ;
- Il est précisé que la Société a supporté des dépenses de travail intérimaire qui se sont élevées à 4 578 257 euros contre 8 403 082 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Compte tenu d'une perte financière de (15 285 834) euros contre un résultat financier de 10 364 332 euros au titre de l'exercice précédent, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à (77 283 253) euros contre (80 971 564) euros pour l'exercice précédent ;
- Compte tenu des éléments ci-dessus, d'une perte exceptionnelle de (37 779 289) euros contre un résultat exceptionnel de 3 309 126 euros au titre de l'exercice précédent, de l'impôt sur les bénéfices de 9 470 euros contre 36 600 euros au titre de l'exercice précédent, le résultat de l'exercice se solde par une perte de (115 072 012) euros contre une perte de (77 699 037) euros au titre de l'exercice précédent ;
- Au 31 décembre 2020, le total du bilan de la Société s'élevait à 1 831 325 808 euros contre 1 832 106 343 euros pour l'exercice précédent.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à (115 072 012) euros au report à nouveau. Après affectation, le report à nouveau passera de (356 606 793) euros à (471 678 805) euros.

Capitaux propres

Pour la troisième année, les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, qui demeurent donc inférieurs à la moitié du capital social.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 3 981 678 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement. Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 1 234 320 euros.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2312-18 du Code du travail.

DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIERE

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 IV du Code de commerce, notre société n'est pas tenue de publier de déclarations de performance extra-financière dès lors qu'elle est incluse dans les comptes consolidés de notre société mère, qui publie elle-même une déclaration consolidée de performance extra-financière. Ces informations figurent dans le rapport de gestion de notre société-mère publié sur son site internet (group.renault.com), dans son Document de Référence.

DEUXIEME PARTIE
RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE¹

Liste des fonctions

En application de l'article L. 225-37-4 1° du Code de commerce, il est fait mention de la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société durant l'exercice.

MANDATAIRES	FONCTIONS (mandat RRG)	AUTRES MANDATS
Monsieur BUROS	Président Conseil d'Administration RRG Directeur Général de RRG (administrateur)	<ul style="list-style-type: none"> - CARIZY (administrateur) - Renault Osterreich (Président du conseil de surveillance) - Renault Polska (membre du conseil de surveillance) - Renault Deustchland (membre du conseil de surveillance) - REVOZ (membre du conseil de surveillance) - SOGEDIR (Président) - RECSA (Président) - Renault Espana (administrateur) - RCI Banque (administrateur)
Monsieur SEGAL	Directeur Commercial France de Renault sas (administrateur)	S2R (Président)
Monsieur BERGUE	Directeur Financier de RRG (administrateur)	REAGROUP Estate Deutchland (Gérant)
Monsieur GUENEE	Directeur des Ressources Humaines de RRG (administrateur)	
Madame CARNEIRO	Directeur qualité et satisfaction client Europe de Renault sas (administrateur)	
Madame BRUSSET	Administrateur	
Madame PINSARD	Responsable administratif et financier (administrateur salarié)	

Monsieur STOPPACHER	Préparateur (administrateur salarié)	
------------------------	--------------------------------------	--

CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L 225-37-4 2° DU CODE DE COMMERCE

En application des dispositions de l'article L.225-37-4 2° du Code de commerce, il est fait mention des conventions (autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales), intervenues directement ou par personnes interposées entre :

- d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, d'une société ;
- et d'autre part, une autre société dont la première possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.

Aucune convention de la nature de celles visées par l'article L. 225-37-4 2° du Code de Commerce n'a été relevée sur l'exercice.

TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nous vous rappelons qu'il n'existe actuellement aucune délégation en cours de validité accordée par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration en matière d'augmentations de capital.

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La société n'ayant pas de mandataire social détenant un mandat social au niveau de la société contrôlante dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, les dispositions de l'article L225-37-3 du Code de commerce ne lui sont pas applicables.

Il est ici rappelé que la société n'est pas une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé. En conséquence, les dispositions des alinéas 5 à 10 inclus de l'article L. 225-37-4 du Code de Commerce ne lui sont pas applicables.

TROISIEME PARTIE
MANDATS

RATIFICATION DE COOPTATION D'ADMINISTRATEUR

Nous vous rappelons que le 15 décembre 2020, le Conseil a nommé à titre provisoire comme administrateur Monsieur Philippe Buros, en remplacement de Monsieur Olivier Baraille, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir ratifier en tant que de besoin la nomination de Monsieur Philippe Buros en tant qu'administrateur.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS D'ADMINISTRATEUR

Nous vous informons que le mandat d'administrateur de :

- Madame Anne Christine Brusset,
- Madame Adriana Carneiro Ribeiro,
- Monsieur Loïc Guenee,
- Monsieur Jean-Antoine Bergue,
- Monsieur Ivan Segal,
- Monsieur Philippe Buros ;

arrivent à leur terme à l'issue de la prochaine assemblée.

En conséquence, il vous est proposé de renouveler leur mandat d'administrateur pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES :

Il vous est indiqué que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG SA et de commissaire aux comptes suppléant de KPMG AUDIT ID arrivent à expiration à l'issue de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

En conséquence, il vous est proposé, conformément aux statuts :

- de renouveler KPMG SA, Tour Egho, 2 avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, en qualité de commissaire aux comptes, pour une nouvelle période de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2026, et
- de ne pas renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant de KPMG AUDIT ID, et de ne pas nommer de commissaire aux comptes suppléant en remplacement.



Le Conseil d'administration

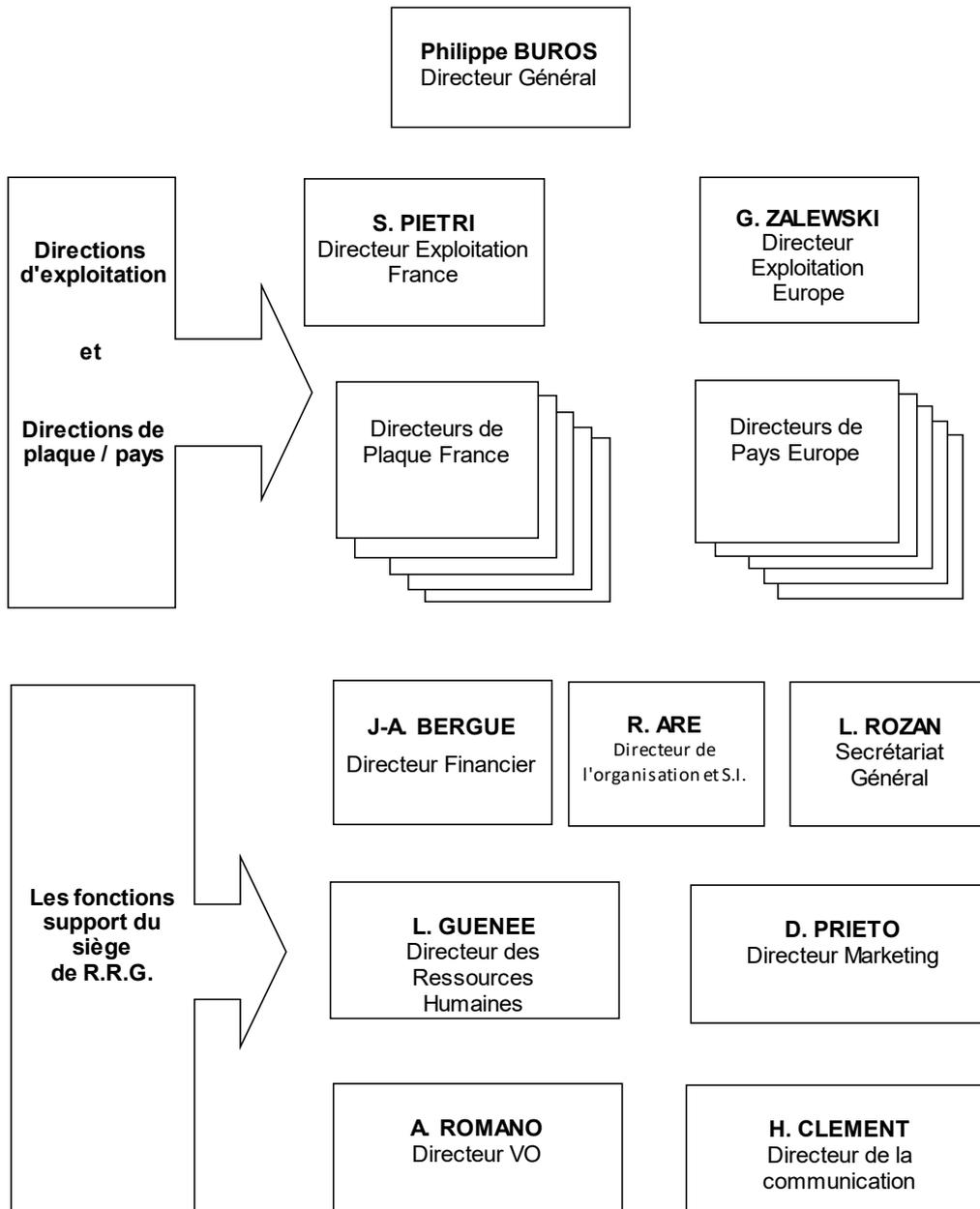
ANNEXE 1

REPARTITION DES ACTIONNAIRES DE RENAULT RETAIL GROUP

ACTIONNAIRES	RENAULT sas	19.966.526
ACTIONNAIRES ADMINISTRATEURS	Monsieur BUROS	1
	Monsieur SEGAL	1
	Monsieur BERGUE	1
	Monsieur GUENEE	1
	Madame PINSARD1
	Monsieur STOPPACHER	1
	Madame CARNEIRO RIBERO	1
	Madame BRUSSET	1
	TOTAL	19.966.534

ANNEXE 2
STRUCTURE CENTRALE RENAULT RETAIL GROUP
Au 31/12/2020

Philippe BUROS
Président du Conseil d'Administration



ANNEXE 3
LISTE DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES
RENAULT RETAIL GROUP
Au 31/12/2020

PLAQUES	AFFAIRES	QUALIFICATI	SITES	ADRESSES
Siège	SIEGE RRG	Site	St Herblain	3 rue Mère Teresa 44800 SAINT-HERBLAIN
Bretagne	Brest	Etab	Paris	20, rue de Paris CS 22957 29229 BREST Cedex 2
		Site	Gouesnou	159, route de Gouesnou CS 22957 29229 BREST cedex 2
		Site	Dacia Brest	29 rue Léo Lagrange 29200 Brest
	Nantes	Etab	Saint-Herblain	349, route de Vannes BP 17 44801 SAINT HERBLAIN cedex
	Rennes	Site	Carquefou	rue de la Métallurgie 44470 CARQUEFOU
Etab		Longchamp	300, rue de Fougères CS 40809 35708 RENNES Cedex 7	
Val de Loire	Angers	Etab	Alma	Centre Commercial Alma 15 rue du Bosphore 35022 RENNES cedex 2
		Etab	Millot	46, boulevard Jacques Millot 49000 ANGERS
	Le Mans	Etab	Demorieux	261, boulevard Demorieux - ZI SUD 72101 LE MANS
		Etab	Loches	2, rue de la Fontaine Charbonnelle 37600 LOCHES
	Tours	Site	Chinon	2, rue Gustave Eiffel 37502 CHINON
		Etab	Tours Sud	35, rue Mickael Faraday 37200 CHAMBRAY LES TOURS
		Site	Joué-les-Tours	13 rue de la Lodièrre 37300 Joué-les-Tours
Site	Tours Nord	ZAC espace Tours synergie rue Albert Einstein 37000 TOURS		
Normandie	Caen	Etab	Hérouville Saint-Clair	3, rue Pasteur 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR
	Le Havre	Etab	Graville	239 à 273 boulevard de Graville -76600 LE HAVRE
		Etab	Riboudet	184, avenue du Mont Riboudet 76000 ROUEN
	Rouen	Site	Barentin	Carrefour de la Liberté Rue Aristide Briand 76360 BARENTIN
Nord	Douai	Etab	Douai	Route de Cambrai 59500 DOUAI
	Lille	Etab	Faches-Thumesnil	1, route de Vendeville CS 50124 59155 FACHES-THUMESNIL
		Site	La Madeleine	140, avenue de la République 59110 La MADELEINE
		Site	Roubaix	10 avenue André Diligent 59100 ROUBAIX
	Secdin Factory	Site	Villeneuve d'Ascq	1 bis, avenue du Pont de Bois 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
		Etab	Secdin Factory VO	8, rue de la pointe 59113 SECLIN
		Etab	Valenciennes	20, avenue de Denain 59306 VALENCIENNES Cedex
		Site	Saint-Amand	76, rue Louis Leblanc 59230 SAINT AMAND LES EAUX
	Valenciennes	Site	Petite Forêt	20 rue La Place 59494 Petite Forêt
		Site	Maubeuge	124, route de Valenciennes 59750 FEIGNIES
Site	Denain	181, rue Pierre Beriot 59220 DENAIN		
Lyon	Lyon Est	Etab	Vaulx en Velin	52, avenue de Böhlen 69518 VAULX EN VELIN
		Site	Saint-Priest VO	61 Route de Grenoble 69800 SAINT PRIEST
	Lyon Nord	Etab	Saint-Simon	4 rue Saint Simon 69265 LYON NORD Cedex 09
	Lyon Rillieux	Etab	Rillieux	110, rue du Companet 69140 RILLIEUX
	Lyon Sud	Etab	Vénissieux	364, route de Vienne 69633 VENISSIEUX cedex
Site	Saint-Priest	angle 1ère et 8ème rues Cité Berliet 69800 SAINT-PRIEST		
Marseille	Aubagne	Etab	Aubagne	1565 chemin de ceinture 13671 AUBAGNE Cedex
		Etab	Michelet	134, bd Michelet, 13266 MARSEILLE cedex 8
	Marseille	Site	Saint-Just	10, rond point Claudie d'Arcy 13004 MARSEILLE (SAINT JUST)
		Site	Saint Just 2	14 rue des Linots 13004 MARSEILLE (SAINT JUST)
		Etab	Valentine	3 montée du Commandant de Robien 13921 MARSEILLE Cedex 11
	La Valentine	Site	Saint-Marcel	25 Boulevard Saint-Marcel 13011 Marseille
		Etab	La Valette	avenue Lavoisier LA VALETTE DU VAR
Toulon	Site	Hyères	1 avenue Ambroise Thomas 83400 HYERES	
M.N.A	Montpellier	Etab	Industrie	700, rue de l'industrie BP 9559234071 MONTPELLIER Cedex 03
		Site	Lunel	route de la Mer 34400 LUNEL
		Site	Euromédecine	Parc Euromédecine 1975 Route de Saint Priest 34090 MONTPELLIER
N.C.A	Cagnes sur mer	Etab	Cagnes sur mer	104, Promenade de la Plage 06800 CAGNES SUR MER
		Site	Route de Grenoble (Ouest)	254, Route de Grenoble 06200 NICE (OUEST)
		Site	RN7	126 - 128, avenue de Nice RN 7 06800 CAGNES SUR MER
		Site	Menton	55, avenue Cernuschi 06500 MENTON
		Site	Armée des Alpes (Riquier)	2, bld de l'Armée des Alpes 06300 NICE (RIQUIER)
	Cannes	Etab	La Bocca	8 / 10, avenue des Arlucs 06150 CANNES LA BOCCA
		Site	Mougins	chemin des Campelières 06250 MOUGINS
		Site	Antibes	bretelle de l'autoroute 1580, route de Grasse 06600 ANTIBES
		Site	Grasse	123 A, route de Cannes Le Plan 06130 GRASSE
		Site		

PLAQUES	AFFAIRES	QUALIFICATI	SITES	ADRESSES
Paris	Arkanéo Boulogne	Divers	Arkanéo	282, route d'Eragny ZI de la porte Ouest 95480 PIERRELAYE
		Etab	Général Leclerc 577	577, avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE
		Site	SHOW ROOM ALPINE	122/122 bis Avenue du General Leclerc 92100 BOULOGNE
		Site	Saint-Cloud	29, rue Pasteur 92210 SAINT-CLOUD
		Site	Pont d'Issy (ALPINE)	28, boulevard de la République 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
	Courbevoie	Site	Clamart Boulogne	2 Ave Denis Papin 92142 Clamart Cedex
		Etab	Courbevoie	8-18, boulevard Clémenceau 92400 COURBEVOIE
		Site	Levallois	67, rue Victor Hugo 92300 LEVALLOIS PERRET
	Fresnes	Site	Saint-Ouen	150, boulevard Victor Hugo 93400 SAINT-OUEN
		Etab	Fresnes	4, avenue de Stalingrad 94260 FRESNES
		Site	Rungis	avenue des trois marchés 94150 RUNGIS Cedex
	Pantin	Site	Vop Chilly	ZI de la butte aux Bergers Rue Hélène Boucher 91380 CHILLY MAZARIN
		Etab	Pantin	13, avenue du Général Leclerc 93200 PANTIN
	Porte de Vincennes	Etab	Montreuil	57, rue Armand Carrel 93100 MONTREUIL
		Site	Charonne	55, boulevard de Charonne 75011 PARIS
		Site	Charenton	30, 34, quai des Carrières 94000 CHARENTON
	Renault Assistance Paris Rive Droite	Etab	RAP	ZI des Gâtines 49, rue Pierre Curie 78370 PLAISIR
		Etab	Courcelles	23, boulevard de Courcelles 75008 PARIS
		Site	Championnet	203-215, rue Championnet 75018 PARIS
	Rive Gauche	Etab	Grenelle	29 Quai de Grenelle 75015 PARIS
Site		Lefebvre	97/99 boulevard Lefebvre 75015 PARIS	
Site		Saint-Jacques	79-81, rue du faubourg St Jacques 75014 PARIS	
Saint-Quentin	Etab	Trappes	2 et 4, avenue Roger Hennequin ZA de Trappes Elancourt 78190 TRAPPES	
	Site	Plaisir	ZI des Gâtines 49, rue Pierre Curie 78370 PLAISIR	
	Site	Maurepas	ZA Paris Ouest-Boulevard des Arpents 78310 COIGNIERES / MAUREPAS	
Versailles	Etab	Chantiers	81, rue des Chantiers 78000 VERSAILLES	
	Site	Buc	2 et 4 avenue Roland Garros 78530 BUC	
	Site	TCR	1 avenue du Golf 78288 GUYANCOURT (TECHNOCENTRE)	
Bordeaux	Bruges	Etab	Bruges	Ave de la Jalle Noire 33520 BRUGES
		Site	Mérignac	Zac Phare Extension 118-119 avenue de Magudas 33700 MERIGNAC
	Pessac	Etab	Pessac	306, avenue Pasteur 33600 PESSAC
	Pont d'Aquitaine Pont de la Maye	Etab	Lormont	29, avenue de Paris 33310 LORMONT
		Etab	Maye	50 à 60, avenue des Pyrénées 33140 VILLENAVE D'ORNON
Site	Villeneuve d'Ornon	309, route de Toulouse 33140 VILLENAVE D'ORNON		
Toulouse	Muret	Etab	Muret Sud	254, avenue des Pyrénées BP 205 31601 MURET Cedex
	Toulouse Etats-Unis	Etab	Etats-Unis	75, avenue des Etats Unis BP 4213535 31016 TOULOUSE Cedex 2
		Site	Rocade Ouest	131, rue Nicolas Vauquelin 31016 TOULOUSE cedex (MIRAIL)
	Toulouse Montaudran	Etab	Tma	125, route de Revel 31400 TOULOUSE

ANNEXE 4

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Renault Retail Group SA

<i>(En milliers d'euros)</i>	2016	2017	2018	2019	2020
SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	99 833	99 833	99 833	99 833	99 833
Nombre des actions ordinaires existantes	19 966 534	19 966 534	19 966 534	19 966 534	19 966 534
Chiffres d'affaires hors taxes					
	4 725 233	5 035 160	5 061 832	5 347 157	4 879 013
RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTUEES					
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	- 9 046	- 8 941	- 197 730	- 76 989	- 88 100
Impôts sur les bénéfices	176	184	268	37	9
Résultat après impôt, amortissements et provisions	- 17 380	- 2 113	- 235 051	- 77 699	- 115 072
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION EN EUROS					
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	- 1.06	- 0.32	- 11.94	- 3.86	- 4.41
Résultat après impôt, amortissements et provisions	- 0.87	- 0.11	- 11.77	- 3.89	- 5.76
Dividende net attribué à chaque action	-	-	-	-	-
PERSONNEL					
Nombre de salariés	6 833	7 322	7 975	7 765	6 613
Montant de la masse salariale	246 757	265 127	272 453	289 377	255 706
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	108 355	112 646	119 765	118 333	108 369



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 58 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 58 70 99
Site Internet : www.kpmg.fr

Renault Retail Group S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
Renault Retail Group S.A.
2 avenue Denis Papin - 92140 Clamart
Ce rapport contient 31 pages
Référence : RL-212-01



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 58 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 58 70 99
Site Internet : www.kpmg.fr

Renault Retail Group S.A.

2 avenue Denis Papin - 92140 Clamart

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société Renault Retail Group S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Renault Retail Groupe S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Renault Retail Group S.A.
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2020
2 avril 2021

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 2 avril 2021

KPMG S.A.

Renaud Laggiard
Associé

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 135 178	5 135 178		58 333
Fonds commercial	28 337 425	5 231 269	23 106 156	23 525 391
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 922 580	207 111	1 715 470	2 074 163
Constructions	42 945 621	31 529 262	11 416 359	13 580 761
Installations techniques, matériel, outillage	43 130 584	32 005 110	11 125 474	12 727 188
Autres immobilisations corporelles	83 415 551	47 175 383	36 240 168	42 725 903
Immobilisations en cours	945 504		945 504	945 504
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	170 608 062	21 762 000	148 846 062	151 159 587
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	20 438 761		20 438 761	18 880 254
Autres immobilisations financières	22 001 961		22 001 961	9 479 379
ACTIF IMMOBILISE	418 881 227	143 045 313	275 835 915	275 156 463
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	1 671 682		1 671 682	1 961 415
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 057 042 376	11 321 542	1 045 720 834	1 168 133 379
Avances et acomptes versés sur commandes	26 915		26 915	45 666
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	206 341 875	4 020 368	202 321 507	58 922 038
Autres créances	250 987 739	1 100 578	249 887 160	287 050 480
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions pr)				
Disponibilités	41 818 603		41 818 603	28 021 969
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	14 043 191		14 043 191	12 814 935
ACTIF CIRCULANT	1 571 932 381	16 442 489	1 555 489 893	1 556 949 880
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 990 813 609	159 487 801	1 831 325 808	1 832 106 343

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel dont versé : 99 832 670	99 832 670	99 832 670
Primes d'émission, de fusion, d'apport	110 912	110 912
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	4 835	4 835
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont achat œuvres originales)	15 371	15 371
Autres réserves	21 647	21 647
Report à nouveau	(356 606 793)	(278 907 756)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(115 072 012)	(77 699 037)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	(371 693 370)	(256 621 358)
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 693 694	7 409 688
Provisions pour charges	102 708 250	84 762 187
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	108 401 944	92 171 875
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. part)	851 559 878	1 064 324 647
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 583 869	16 739 966
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 999 966	148 797 283
Dettes fiscales et sociales	158 695 594	168 098 053
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 010 762	1 122 116
Autres dettes	908 706 412	597 366 696
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	60 754	107 066
DETTES	2 094 617 234	1 996 555 826
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 831 325 808	1 832 106 343

Résultat de l'exercice en centimes -115 072 012.08

Total du bilan en centimes 1 831 325 807.54

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	4 498 532 412	5 204 197	4 503 736 609	4 953 851 511
Production vendue de biens				
Production vendue de services	368 852 297	6 424 384	375 276 681	393 305 135
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 867 384 709	11 628 580	4 879 013 289	5 347 156 646
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			78 712	20 045 080
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			36 716 381	48 324 626
Autres produits			2 592 869	3 538 300
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 918 401 251	5 419 064 652
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 012 631 747	4 523 098 941
Variation de stock (marchandises)			122 201 466	21 123 867
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			379 920 988	450 990 164
Impôts, taxes et versements assimilés			46 617 042	52 896 054
Salaires et traitements			255 706 475	289 377 061
Charges sociales			108 369 379	118 333 469
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 876 645	10 850 240
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			11 107 835	9 541 013
Pour risques et charges : dotations aux provisions			25 637 069	27 106 328
Autres charges			8 330 025	7 083 411
CHARGES D'EXPLOITATION			4 980 398 670	5 510 400 548
RESULTAT D'EXPLOITATION			(61 997 420)	(91 335 896)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			12 414 855	35 188 134
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			53 034	61 680
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			9 204	4 719
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			12 477 094	35 254 532
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 300 000	
Intérêts et charges assimilées			25 459 802	24 864 989
Différences négatives de change			3 125	25 211
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			27 762 928	24 890 200
RESULTAT FINANCIER			(15 285 834)	10 364 332
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(77 283 253)	(80 971 564)

Etats Financiers au 31 décembre 2020 (en euros)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 475 156	7 988 643
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 792 954	1 665 268
Reprises sur provisions et transferts de charges	843 086	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	19 111 196	9 653 912
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 734 257	4 729 388
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 256 228	115 397
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	17 900 000	1 500 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	56 890 485	6 344 786
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(37 779 289)	3 309 126
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	9 470	36 600
TOTAL DES PRODUITS	4 949 199 845	5 463 973 097
TOTAL DES CHARGES	5 064 271 857	5 541 672 134
BENEFICE OU PERTE	(115 072 012)	(77 699 037)

RENAULT RETAIL GROUP
Société Anonyme au capital de 99 832 670 €
Siège social : 2 Avenue Denis Papin
92140 CLAMART
RCS 312 212 301

—

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

TABLE DES MATIERES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7
STOCKS	7
DEPRECIATION DES STOCKS	7
DEPRECIATION DES STOCKS VEHICULES D'OCCASION (VO).....	7
DEPRECIATION DES STOCKS DE PIECE DE RECHANGE (PR).....	8
DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	8
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8
Provision pour ventes avec engagements de reprise :	9
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme	9
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11
STOCKS ET EN-COURS.....	12
ETAT DES CREANCES	12
AUTRES CREANCES	13
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF.....	13
CAPITAUX PROPRES	14
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14
Provisions pour engagement de retraite et autres avantages à long terme	14
Provisions pour ventes avec engagement de reprise (buy-back)	15
Provisions pour autres risques et charges diverses	16
ETAT DES DETTES.....	16
EMPRUNTS ET DETTES	16
DETTES FISCALES ET SOCIALES	16
AUTRES DETTES.....	17
COMPTE DE REGULARISATION PASSIF.....	17
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	18
Autres achats et charges externes	18
RESULTAT D'EXPLOITATION	19
REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE	19
ANALYSE DU RESULTAT FINANCIER	20
ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	21

ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	21
REPARTITION DES EFFECTIFS.....	21
TRANSACTIONS AVEC L'ETAT ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES	22
REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	22

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total est de 1 831 millions d'euros et au Compte de Résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, qui dégage un déficit de 115 millions d'euros.

L'exercice commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. L'exercice 2020 s'est clos le 31 décembre 2020.

Les comptes de l'exercice 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 1^{er} mars 2021. Les comptes de la société RRG SA sont inclus dans les comptes consolidés du Groupe RENAULT.

A. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 apparue au premier trimestre 2020 et qui s'est poursuivie sur tout l'exercice, le marché automobile mondial a subi un repli de 14,2 % par rapport à l'exercice 2019.

Afin de protéger ses salariés, et dans le respect des mesures prises par les différents gouvernements, le Groupe Renault a suspendu ses activités commerciales et de production dans la plupart des pays au cours du mois de mars.

Par ailleurs, pratiquement tous les salariés non affectés à la commercialisation et aux ateliers ont télétravaillé au cours des périodes de confinement et des mesures de chômage partiel ont été mises en place. La reprise de l'activité de production et de commercialisation a commencé principalement en mai 2020 dans le respect des mesures de déconfinement mises en place par les gouvernements des pays dans lesquels le Groupe Renault est présent.

Un deuxième confinement a été mis en place dans divers pays dont la France au cours du 2^{ème} semestre 2020 ainsi que des mesures de couvre-feu qui ont également eu des effets négatifs sur notre activité.

De ce fait, RRG SA a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 4.879 milliards d'euros contre 5.347 milliards d'euros en 2019, soit une baisse de 8.75%. Les ventes de véhicules neufs (VP+VU) représentent 2.996 milliards d'euros (contre 3.261 milliards d'euros en 2019) correspondant à un volume de 169 206 véhicules vendus (contre 189 911 unités en 2019) et les ventes de pièces de rechange / ateliers s'établissent à 520 millions d'euros contre 594 millions d'euros en 2019.

Cession des établissements d'Orléans, de Montbéliard, de Mulhouse, de Nancy, de Nîmes et de Strasbourg en décembre 2020. Ces établissements vendus ont produit en 2020, un chiffre d'affaires de 465 232K€. Ces cessions ont pour effet de réduire l'effectif de RRG SA de 764 personnes, dont 5 en contrat à durée déterminée.

Un nouveau PDG, Philippe BUROS, a été nommé depuis le mois de Décembre

B. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 de la société RRG SA ont été élaborés conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises. Celles-ci sont définies par le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général modifié par les règlements postérieurs.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ventes et constatation de la marge

Les ventes de produits automobiles sont comptabilisées à la date du transfert du contrôle. Le transfert du contrôle des produits automobiles intervient lors de leur mise à disposition au client final.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose des produits et charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'ils se produisent de manière fréquente et régulière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La société gère historiquement ses actifs immobilisés, selon un détail et une méthode compatible avec l'approche par composants. Les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui est constitué par le prix d'achat et les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue du bien. Les taux pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements
Constructions	30 ans en linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	8 à 12 ans en linéaire selon le type de mat.
Installations générales, agencements, aménagements	15 ans en linéaire
Matériel de transport	4 à 6 ans en linéaire selon le type de mat.
Matériel de bureau et informatique	4 ans en linéaire
Mobilier	8 ans en linéaire

Cet amortissement est éventuellement complété, par une dépréciation, lorsque la valeur d'utilité d'un bien deviendrait inférieure à sa valeur nette comptable.

Lorsqu'un supplément d'amortissement de caractère fiscal est constaté (amortissement dérogatoire), il est enregistré en résultat exceptionnel

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles	Amortissements pour dépréciation
Frais d'établissement	5 ans en linéaire
Brevets, licences et droits similaires	3 ans
Logiciels	3 ans
Droit au bail	Actifs non amortis (*)
Fonds commercial	Actifs non amortis (*)

(*) Des changements significatifs et défavorables intervenus sur les marchés sur lesquels opère l'entreprise ou relatifs aux conditions d'utilisation des actifs pourraient constituer des indices de perte de valeur. Dans ce cas des provisions pour dépréciation seraient comptabilisées si à la date de clôture, la valeur comptable s'avère inférieure à la valeur d'utilité déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs.

Un test de dépréciation du fonds commercial a été réalisé en juin 2020 sur la base d'une valorisation par VN dans le cadre de la cession des établissements intervenue en 2020.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont essentiellement composées des titres de participations des filiales, détenus par RENAULT RETAIL GROUP.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et n'incluent pas les frais accessoires directement liés à l'acquisition.

La règle de dépréciation est la suivante : RENAULT RETAIL GROUP analyse la valeur d'utilité à partir de la quote-part de situation nette de ces filiales. La situation nette est retraitée pour tenir compte d'éléments non reflétés par le bilan (analyse du business plan 3-5 ans et des perspectives de rentabilités, plus-values latentes d'actifs...) une provision est constituée uniquement si la filiale se révèle dans l'incapacité de reconstituer ses capitaux propres.

STOCKS

A leur date d'entrée dans le patrimoine les stocks et en-cours sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'accessoires).

Les sorties de stock de matériels et pièces de rechange (PR) sont valorisées selon la méthode FIFO (premier entré/premier sorti).

DEPRECIATION DES STOCKS

La dépréciation correspond à l'ajustement, à la date de clôture, de la valeur comptable des stocks sur leur valeur probable de réalisation si cette dernière s'avère inférieure.

DEPRECIATION DES STOCKS VEHICULES D'OCCASION (VO)

La dépréciation comptable du stock vise à remettre à niveau la valeur du stock VO quand celle-ci devient supérieure à la valeur marchande. La dépréciation a été calculée au 31 décembre 2020, véhicule par véhicule selon la méthode suivante :

- Analyse de la marge commerciale des véhicules vendus entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 novembre 2020 ;
- Détermination d'une marge commerciale moyenne de référence par tranche d'ancienneté, modèle et statut ;
- Calcul de l'ancienneté à partir de la date d'entrée ;
- Si la marge commerciale de référence est inférieure à la dépréciation constatée sur stock à la fin du mois précédent, la dépréciation comptabilisée correspond alors à cette marge commerciale moins la dépréciation constituée précédemment.

Comptabilisation d'un complément de dépréciation sur la base des analyses de déboucement mensuelles de la provision.

DEPRECIATION DES STOCKS DE PIECE DE RECHANGE (PR)

Les dépréciations de stocks PR concernent les stocks morts et dormants dont la ventilation est calculée en fonction des ventes réalisées durant les 12 derniers mois ; pour ne pas fausser l'assiette des dépréciations, les pièces de rechange nouvelles sont exclues du calcul pendant 12 mois.

Le stock dormant est composé de la part du stock qui permet de réaliser des ventes au-delà de 6 mois et jusqu'à 18 mois.

Le stock mort est composé de la part du stock qui permet de réaliser des ventes au-delà de 18 mois.

- Les stocks dormants sont dépréciés à hauteur de 50% du prix de revient ;
- Les stocks morts sont dépréciés à hauteur de 95% du prix de revient.

La provision pour dépréciation des stocks est déduite fiscalement à hauteur de 50%.

DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

La comptabilisation d'une créance en compte clients douteux est effectuée dès lors que son recouvrement apparaît fortement compromis (3 mois après l'échéance et après relances régulières puis recommandé avec accusé de réception).

Les créances inscrites en comptes clients douteux font, dans leur majorité, l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de leur montant hors taxe ou de 100% du prix de vente facturé pour les ventes dépendant du régime de la globalisation de T.V.A.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont définies conformément au règlement ANC n° 2014-03.

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe :

- un passif résultant d'évènements passés ;
- une obligation actuelle qui aboutirait à une sortie probable de ressources ;
- la possibilité d'évaluer de façon fiable le montant de l'obligation.

Le montant comptabilisé en provision est égal à la meilleure estimation du montant nécessaire pour éteindre l'obligation à la date de clôture. Ces provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées afin de refléter la nouvelle estimation des passifs.

Provision pour ventes avec engagements de reprise :

La valeur de revente prévisionnelle d'un véhicule avec engagement de reprise est estimée en prenant en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion mais aussi ses perspectives d'évolution sur la durée d'écoulement des véhicules, qui peuvent être influencées par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur). Dès lors qu'une perte est anticipée sur la vente du véhicule d'occasion, une provision pour risques et charges est constatée.

Provisions pour engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme

Pour les régimes à cotisations définies, la société verse des cotisations à des organismes extérieurs qui la libèrent de toute obligation ultérieure. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

Les régimes à prestations définies donnent lieu à constitution de provisions.

Les engagements au titre de ces régimes sont déterminés sur la base de la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestations sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité et de présence.

Ils sont ensuite ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs privés de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée des engagements.

Les mouvements de provision pour avantages du personnel sont enregistrés en résultat d'exploitation.

Conformément à la recommandation n°2013-02 de l'ANC relative aux règles d'évaluation et comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires précisant les évolutions relatives aux méthodes possibles pour la comptabilisation des engagements de retraite dans les comptes sociaux, la société a décidé de se rapprocher de la norme IAS 19 révisée, en appliquant à partir de l'exercice 2014, la méthode 2 de la recommandation qui prévoit la comptabilisation immédiate en résultat des coûts des services passés lors des modifications de régimes.

L'application par la société de cette recommandation lui ouvre la possibilité de comptabiliser les écarts actuariels d'ouverture et le coût des services passés non amortis en capitaux propres (report à nouveau).

Les écarts actuariels sont amortis dans les comptes sociaux sur la durée résiduelle de l'engagement.

L'adoption de cette recommandation de l'ANC est assimilée à un changement de réglementation comptable entraînant un impact à l'ouverture en capitaux propres de l'exercice de première application.

NOTES SUR LE BILAN

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Acquisit., apports	Cession	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 083 448		610 845	33 472 603
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 083 448		610 845	33 472 603
Terrains	2 591 317		668 738	1 922 580
Constructions sur sol propre	5 724 924		613 601	5 111 322
Constructions sur sol d'autrui	11 283 755	748 157	775 913	11 255 999
Constructions installations générales, agencements, aménagements	30 926 921	774 449	5 123 070	26 578 300
Installations techniques, matériel et outillage industriels	47 590 104	1 733 279	6 192 799	43 130 584
Installations générales, agencements, aménagements	63 518 468	1 540 347	6 497 405	58 561 411
Matériel de transport	7 153 239	16 383	1 219 790	5 949 833
Matériel de bureau, informatique, mobilier	20 987 222	232 145	2 315 060	18 904 308
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	945 504			945 504
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	190 721 456	5 044 760	23 406 376	172 359 840
TOTAL GENERAL	224 804 905	5 044 760	24 017 222	205 832 443

Le poste « autres immobilisations incorporelles » est constitué des fonds de commerce des différents établissements répartis sur le territoire au nombre de 46.

Les fonds de commerce sont dépréciés à hauteur de 5,2M€ au 31 décembre 2020.

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS ETABLISST, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	5 268 455	58 333	191 610	5 135 178
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 268 455	58 333	191 610	5 135 178
Terrains	517 155	995	311 039	207 111
Constructions sur sol propre	4 604 504	92 974	598 139	4 099 340
Constructions sur sol d'autrui	5 942 055	523 180	174 004	6 291 232
Constructions inst. générales, agencements	23 808 280	1 432 372	4 101 961	21 138 691
Installations techniques, matériel et outillage	34 862 916	2 383 407	5 241 213	32 005 110
Installations générales, agencements	25 525 792	3 855 426	3 881 356	25 499 862
Matériel de transport	6 682 184	292 888	1 201 507	5 773 565
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 725 051	1 237 070	2 060 165	15 901 956
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 667 938	9 818 312	17 569 384	110 916 866
TOTAL GENERAL	123 936 393	9 876 645	17 760 994	116 052 043

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières en valeur nette se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Titres de participation (1)	148 846	151 160	-2 314
Créances rattachées à des participations			0
Autres titres immobilisés			
Prêts (2)	20 439	18 880	1 559
Dépôts et cautionnements (3)	22 002	9 479	12 523
TOTAL	191 287	179 519	11 768

La variation est essentiellement composée :

1. De la dépréciation des titres de RRG Irlande pour 2 300K€.
2. De l'augmentation du compte prêt tiers ACTION LOGEMENT soit 1 572 K€ (qui s'explique principalement par le versement d'un prêt d'un montant de 2 531€ et du remboursement reçu de 866 K€).
3. De l'augmentation du dépôt de garantie du contrat d'affacturage EUROFACTOR pour un montant de 12 319K€.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Données en K Euro

Filiales	titres de participation détenus		QP détenue	Capital social	Capitaux propres au 31/12/2020	Capitaux propres au 31/12/2019
	valeur brute	valeur nette				
Gardanne SAS	4 368	4 368	100%	228	2 267	2 725
SIMCRA SAS	83 338	83 338	100%	12 714	39 521	21 412
Centre de Gestion SNC	1	1	99%	1	2 258	1 968
SIRVA SA	600	600	100%	600	517	517
Reagroup Estate Deutschland GmbH	500	500	99.99%	500	n.c.	1 356
Renault Retail Group Belgium SA	43 517	31 517	99.99%	41 761	26 947	24 848
Renault Retail Group Warszawa SP.z.o.o	12 206	12 206	100%	5 506	12 673	15 706
Renault Retail Group Léman SA	11 888	11 888	100%	772	5 983	8 482
Renault Retail Group Wien SA	7 516	54	100%	7 535	1 552	1 713
Renault Retail Group Ceska S.R.O.	4 369	4 369	100%	2 970	5 548	5 893
Renault Retail Group Ireland LTD	2 300	0	100%	1 540	-7 304	-3 542
Renault Retail Group SK S.R.O.	5	5	100%	5 000	-762 *	-323

STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours en valeur nette se décomposent comme suit

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Stock net VN	727 788	814 114	-86 326
Stock net VO	255 601	261 450	-5 849
Stock net PR	62 332	92 569	-30 237
En cours de Production -Services	1 672	1 962	-290
TOTAL	1 047 393	1 170 095	-122 702

ETAT DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 438 761		20 438 761
Autres immobilisations financières	22 001 961		22 001 961
Clients douteux ou litigieux	4 793 040	4 793 040	
Autres créances clients	201 548 835	201 548 835	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	632 042	632 042	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 282 419	1 282 419	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	19 539 509	9 515 028	10 024 481
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	9 367 548	9 367 548	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	16 846 349	16 846 349	
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 975 721	1 975 721	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	201 344 151	201 344 151	
Charges constatées d'avance	14 043 191	14 043 191	
TOTAL GENERAL	513 813 527	461 348 324	52 465 203
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	3 686 893		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	2 128 386		
Prêts et avances consentis aux associés			

AUTRES CREANCES

Les autres créances se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Fournisseurs débiteurs (1)	189 838	228 234	-38 396
Personnel et comptes rattachés	632	561	71
Sécurité sociale et autres org. (2)	1 282	2 306	-1 024
Etat et collectivités (3)	47 729	46 327	1 402
Débiteurs divers	10 406	9 622	784
TOTAL	249 887	287 050	-37 163

La variation est principalement due :

1. D'une part, à la diminution des avoirs à recevoir du constructeur au 31/12/2020 pour un montant de 34 098K€ et des fournisseurs débiteurs pour 6 591K€, et, d'autre part à l'augmentation des avoirs à recevoir pour 2 513K€
2. A la diminution des indemnités à recevoir de l'IPSA pour 631 K€ et à celle du compte « Chèque déjeuner » pour 391 K€
3. A la variation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (remboursement de celui de 2016 pour 8 422 K€), à celle des créances générées par la prime à la conversion et le bonus écologique pour, respectivement 1 134K€ et 4 018K€, à la TVA sur marges pour 2 638K€, ainsi que la créance sur les allocations pour chômage partiel pour 1 961 K€.

COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation sont composés comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Charges constatées d'avance	14 043	12 815	1 228
TOTAL	14 043	12 815	1 228

Les charges constatées d'avance sont constituées principalement des loyers à hauteur de 7 215K€, des achats de carnets de gravages, de plaques pour 1 333K€, des charges liées à l'informatique pour 765K€, et des frais sur véhicules pour 3 198K€. Les 1 228K€ de variation s'expliquent principalement le montant des frais sur véhicules (1 523K€ en 2019).

CAPITAUX PROPRES

Le capital social de RENAULT RETAIL GROUP est composé de 19 966 534 actions de 5€ chacune. RENAULT RETAIL GROUP est détenue à 99,99% par RENAULT SAS.

Le tableau de variation des capitaux propres est le suivant :

EN K€	Au 31/12/2020	Résultat 2020	Autres mouvements	Affectation du résultat 2019	Au 31/12/2019
capital social	99 833				99 833
prime d'émission	111				111
réserve légale	5				5
réserves réglementées	15				15
autres réserves	22				22
report à nouveau	-356 607			-77 699	-278 908
Résultat	-115 072	-115 072		77 699	-77 699
Subvention d'investissement					
TOTAL	-371 693	-115 072	0	0.00	-256 621

Conformément à la deuxième délibération votée par l'assemblée générale du 17 juin 2020, le résultat 2019 a été affecté au report à nouveau.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comprend :

EN K€	31/12/2020	Dotation	Reprise	31/12/2019
Provisions pour litiges et risques sociaux	3 214	1 459	924	2 679
Provisions pour garantie	2 020		805	2 825
Provisions pour engagement de reprise	64 188	21 808	19 610	61 990
Provisions pour risques commerciaux	10			10
Provisions pour engagement de retraite	17 263	1 580	3 235	18 918
Autres p/risques et charges diverses	21 707	18691	2 733	5 749
Total provisions pour R&C	108 402	43 538	27 307	92 171

Provisions pour engagement de retraite et autres avantages à long terme

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme concernent principalement les indemnités de fin de carrière et les gratifications liées aux médailles du travail.

La société verse des cotisations à IPR AUTO, en complément des cotisations aux régimes de retraite de base et complémentaire. Ces cotisations sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Par ailleurs, la société verse aux salariés, au moment de leur départ à la retraite, une indemnité de départ à la retraite ainsi qu'un capital de fin de carrière tel que défini par la Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile. Le capital de fin de carrière est partiellement remboursé à la société par l'IPSA. Les engagements de retraite sont évalués sur la base de ces éléments et intègrent les prises en charge de l'IPSA.

Les engagements au 31 décembre 2020 ont été évalués sur la base des hypothèses suivantes :

Age de départ à la retraite	Calculé par individu en fonction de l'âge légal de départ et de la durée de cotisation	
Taux de revalorisation des salaires	Cadre 2,50 %	Non Cadre 1,50 %
Taux d'actualisation	0.22%	

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les engagements de retraite et autres avantages à long terme avec les montants reconnus au bilan (en K€) :

Engagement à l'ouverture de l'exercice	25 481
Coût des services	1 217
Coût serv autres avantages	
Charge d'intérêt	116
Prestations payées	-1 660
Changement du régime	
Réduction du régime	-1 576
(Gains) et pertes actuariels	-1 129
Engagement à la clôture de l'exercice	22 449
(Gains) et pertes actuariels non reconnus	-5 186
Provision à la clôture de l'exercice	17 263

La charge de retraite 2020 se décompose comme suit (en K€) :

Coût des services	1217
Charge d'intérêt	116
Changement du régime	0
Réduction du régime	-1 576
Charge de retraite	-243

Provisions pour ventes avec engagement de reprise (buy-back)

La variation de la provision buy-back est liée à l'évolution du parc roulant qui a diminué de 3.45% à la suite des cessions en passant de 184 654 véhicules en 2019 à 178 290 véhicules en 2020. Elle est d'un montant de 64 M€ à fin Décembre 2020.

Provisions pour autres risques et charges diverses

En 2020, dotation de 8,4 M€ d'une provision pour risques sur RRG Irlande et de 9.5 M€ d'une provision pour coût de restructuration.

ETAT DES DETTES

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	851 559 878	851 559 878		
Fournisseurs et comptes rattachés	171 999 966	171 999 966		
Personnel et comptes rattachés	61 303 750	61 303 750		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 801 145	40 801 145		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	45 956 547	45 956 547		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	10 634 153	10 634 153		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 010 762	1 010 762		
Groupe et associés				
Autres dettes	908 707 576	908 707 576		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	60 754	60 754		
TOTAL GENERAL	2 092 034 529	2 092 034 529		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 377 388 479			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 598 319 159			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

EMPRUNTS ET DETTES

Ce poste est composé :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Participation compte bloqué	71	68	3
Intérêts sur participation	9	9	0
Emprunt Renault	850 837	1 063 481	-212 644
Intérêts dus s/socap non financières	601	674	-73
Dépôts et cautionnements reçus	42	93	-51
TOTAL	851 560	1 064 325	-212 765

La variation est principalement due à la diminution de l'emprunt Renault pour 212 644K€.

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Les dettes fiscales et sociales se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Personnel et comptes rattachés (1)	61 304	66 632	-5 328
Sécurité sociale et autres organismes (2)	40 801	46 017	-5 216
TVA (3)	45 956	41 904	4 052
Autres	10 634	13 545	-2 911
Total dettes fiscales et sociales	158 695	168 098	-9 403

La variation est principalement due :

1. A la diminution des provisions pour primes cadres de 1 439K€ et à celle des provisions pour congés payés (1 590K€) et capital temps (2 177K€) ;
2. A la baisse des cotisations dues à l'URSSAF pour 1 697K€, à celle des charges patronales pour 2 362K€, ainsi que de la provision de la CSSS de 644K€ ;
3. A l'augmentation de la TVA à payer pour un montant de 13 853K€, et à la diminution de la TVA sur provisions pour 9 800K€.

AUTRES DETTES

Les autres dettes se décomposent comme suit :

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Clients créditeurs (1)	20 066	22 381	-2 315
R.R.R. à accorder (2)	21 582	19 429	2 153
Groupe (3)	844 191	543 050	301 141
Autres comptes créditeurs	22 867	12 506	10 361
TOTAL	908 706	597 366	311 340

La variation est essentiellement composée de la hausse de l'encours financé par la COGERA de nos stocks véhicules et pièces de rechange au 31/12/2020 pour un montant de 301 141K€, à l'augmentation du compte « Autres débiteurs et créditeurs divers » de 5 628K€ (créances non garanties par Eurofactor) et du compte « Autres créditeurs divers » pour 3 976K€ (CP utilisés dans le cadre du chômage partiel crise sanitaire)

COMPTE DE REGULARISATION PASSIF

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Produits constatés d'avance	61	107	-46
TOTAL	61	107	-46

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Autres achats et charges externes

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Etudes et prestations	599	1 546	-947
Matériels, équipement, travaux	131 089	154 034	-22 945
Mat & Four non stockées	15 440	16 779	-1 339
Sous-traitance	2 515	2 744	-229
Redevances de crédit bail	11	1	10
Locations	70 900	76 303	-5 403
Charges locatives	275	288	-13
Entretien & Réparations	16 801	12 629	4 172
Primes d'assurance	6 139	5 854	285
Divers	1 270	1 316	-46
Personnel extérieur	6 822	10 916	-4 094
Honoraires	32 685	40 310	-7 625
Publicité	20 079	25 295	-5 216
Transports	32 157	40 508	-8 351
Déplacts, missions, récept.	5 820	9 939	-4 119
Frais postaux	3 317	4 193	-876
Services bancaires	1 820	1 937	-117
Autres	32 181	46 398	-14 217
TOTAL	379 920	450 990	-71 070

RESULTAT D'EXPLOITATION

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	4 498 532 412	5 204 197	4 503 736 609	4 953 851 511
Production vendue de biens				
Production vendue de services	368 852 297	6 424 384	375 276 681	393 305 135
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 867 384 709	11 628 580	4 879 013 289	5 347 156 646
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			78 712	20 045 080
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			36 716 381	48 324 626
Autres produits			2 592 869	3 538 300
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 918 401 251	5 419 064 652
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 012 631 747	4 523 098 941
Variation de stock (marchandises)			122 201 466	21 123 867
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			379 920 988	450 990 164
Impôts, taxes et versements assimilés			46 617 042	52 896 054
Salaires et traitements			255 706 475	289 377 061
Charges sociales			108 369 379	118 333 469
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 876 645	10 850 240
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			11 107 835	9 541 013
Pour risques et charges : dotations aux provisions			25 637 069	27 106 328
Autres charges			8 330 025	7 083 411
CHARGES D'EXPLOITATION			4 980 398 670	5 510 400 548
RESULTAT D'EXPLOITATION			(61 997 420)	(91 335 896)

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

EN K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS en %
Ventes de véhicules neufs	2 996 446	3 261 111	-8.12
Ventes de véhicules d'occasion	1 187 972	1 381 861	-14.03
Vente de pièces de rechange	380 919	431 523	-11.73
Vente et prestations de service atelier	138 670	162 962	-14.91
Autres	175 006	109 700	59.53
TOTAL	4 879 013	5 347 157	-8.76

ANALYSE DU RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Intérêts compte courant RSA	8 566	9 161	-595
Intérêts DIAC	15 081	12 952	2 129
Dotation dépréciation des titres	2 300		2 300
Autres charges financières	1 816	2 777	-961
TOTAL DES CHARGES	27 763	24 890	2 873
Intérêts compte courant RSA			0
Revenus titres participations	12 415	35 188	-22 773
Autres produits financiers	62	66	-4
TOTAL DES PRODUITS	12 477	35 254	-22 777
RESULTAT FINANCIER	-15 286	10 364	-25 650

La variation du résultat financier correspond :

1. à la diminution des dividendes reçus de SIMCRA (23 194K€)
2. à la provision pour dépréciation des titres de RRG Irlande (2 300K€)
3. à la hausse des intérêts versés à DIAC.(2 129K€)

Tableau des dividendes

En K€	2020	2019
SIMCRA	7 020	30 214
RRG LEMAN	2 941	3 411
REAGROUP ESTATE DEUTCHLAND	856	750
RRG WARSZAWA	1 598	813
TOTAL	12 415	35 188

ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2020	31/12/2019	VARIATIONS
Charges sur exercices antérieurs	3 330	2 780	550
Valeurs nettes comptables immos cédées	6 256	117	6 139
Dotations aux provisions	17 900		17 900
Autres charges	29404	3448	25 956
TOTAL DES CHARGES	56 890	6 345	50 545
Produits sur exercices antérieurs	4 215	7 716	-3 501
Produits cession éléments d'actif	13 793	1 665	12 128
Reprises sur provisions	843		843
Boni de fusion ou liquidation			0
Autres produits	260	273	-13
TOTAL PRODUITS	19 111	9 654	9 457
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-37 779	3 309	-41 088

La variation du résultat exceptionnel correspond principalement à la dotation aux provisions pour restructurations (17 900K€), à la hausse des cessions d'immobilisations en valeur nette comptable (6 139 K€), et aux charges exceptionnelles comptabilisées sur les établissements cédés (indemnité Buy Back, garantie OR, charges de personnel...) pour 27 756 K€.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements donnés par RENAULT RETAIL GROUP concernent les ventes avec engagement de reprise à terme (buy-back) :

- Valeur du parc roulant 1 928 745 K€
- Nombre de véhicules en parc roulant 178 290

REPARTITION DES EFFECTIFS

2020	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Apprentis	Total	dont CDD
Réseau	556	2 362	909	2 028	521	6 376	78
Siège social	182	39			16	237	4
(Dont directeur Ets)						46	
CDG orléans	24	41	165		17	247	30
TOTAL R.R.G. SA (hors CGR)	738	2401	909	2028	537	6613	82
TOTAL France	762	2 442	1 074	2 028	554	6 860	112
<i>Effectif moyen 31/03/2020</i>	<i>846</i>	<i>2 732</i>	<i>1 223</i>	<i>2 346</i>	<i>759</i>	<i>7 906</i>	<i>76</i>
<i>Effectif moyen 30/06/2020</i>	<i>803</i>	<i>2 695</i>	<i>1 208</i>	<i>2 324</i>	<i>749</i>	<i>7 779</i>	<i>66</i>
<i>Effectif moyen 30/09/2020</i>	<i>816</i>	<i>2 656</i>	<i>1 235</i>	<i>2 343</i>	<i>676</i>	<i>7 726</i>	<i>130</i>
<i>Effectif moyen 31/12/2020</i>	<i>796</i>	<i>2 653</i>	<i>1 145</i>	<i>2 188</i>	<i>609</i>	<i>7 391</i>	<i>112</i>

EFFECTIF MOYEN 2020	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Apprentis	Total	dont CDD
Réseau	608.60	2 606.00	1 037.80	2 300.40	659.90	7 212.70	66.60
Siège social	189.30	38.60	1.10	0.00	22.70	251.70	3.60
(Dont directeur Ets)	54.60					54.60	
CDG orléans	24.30	39.20	163.80	0.00	15.50	242.80	25.80
TOTAL R.R.G. SA (hors CGR)	797.90	2 644.60	1 038.90	2 300.40	682.60	7 464.40	70.20
TOTAL France	822.20	2 683.80	1 202.70	2 300.40	698.10	7 707.20	96.00

TRANSACTIONS AVEC L'ETAT ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans le cadre de son activité, RRG SA réalise des transactions avec l'Etat et des entreprises publiques comme EDF, ENGIE, IMPRIMERIE NATIONALE etc. Ces opérations sont effectuées à des conditions normales et courantes et représentent un chiffre d'affaires de 67 millions d'euros en 2020 (64 millions d'euros en 2019) et une créance au 31 décembre 2020 de 9 millions d'euros (6.6 millions d'euros au 31 décembre 2019).

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

RENAULT RETAIL GROUP n'a consenti aucun engagement de toutes natures au bénéfice de ses dirigeants correspondant à des avantages dus à raison de la prise, de la cessation et du changement des fonctions ou postérieurement à celles-ci (crédits, avances, indemnités de départ, pensions de retraite).

Le montant des rémunérations étant une information confidentielle, celle-ci n'est pas détaillée dans les présentes annexes.

ENTITE CONSOLIDANTE

Les comptes de RRG s.a. sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Renault. Ces derniers sont établis par Renault S.A., immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 780 129 987, dont le siège social se situe au 13-15 Quai Le Gallo à Boulogne Billancourt (92), où les états financiers peuvent être obtenus.

IMPOT SUR LES SOCIETES

RENAULT RETAIL GROUP fait partie du groupement fiscal intégré constitué en application des dispositions 223A du Code général des impôts par le groupe Renault. Le montant des déficits reportables disponibles s'élève à 1 018 029 K€.

Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.